



Assemblée générale

Cinquante-troisième session

62^e séance plénière

Jeudi 19 novembre 1998, à 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Opertti (Uruguay)

En l'absence du Président, M. Belinga-Eboutou (Cameroun), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 48 de l'ordre du jour

Rapport du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.

Note du Secrétaire général transmettant aux membres de l'Assemblée générale le cinquième rapport annuel du Tribunal international (A/53/219)

Le Président par intérim : Ce matin, l'Assemblée est saisie d'une note du Secrétaire général lui transmettant le cinquième rapport annuel du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, publié sous la cote A/53/219.

Puis-je considérer que l'Assemblée prend note du cinquième rapport annuel du Tribunal international?

Il en est ainsi décidé.

Le Président par intérim : J'invite Mme Gabrielle Kirk McDonald, Présidente du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à prendre la parole.

Mme McDonald (Présidente du Tribunal international) (*interprétation de l'anglais*) : C'est vraiment un honneur pour moi que de m'adresser à l'Assemblée générale pour évoquer les activités du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie au cours de l'année écoulée.

Quand j'étais jeune fille j'ai visité les Nations Unies et j'ai été emplie d'étonnement devant cette auguste institution. Avoir un jour le privilège de m'adresser à l'Assemblée générale était plus que je n'aurais pu espérer, et pourtant, je suis bien là et je retrouve le même sentiment d'admiration que j'ai éprouvé il y a plus de 40 ans.

Le cinquième rapport annuel du Tribunal international a été présenté en juillet et il a plus de 80 pages. Il comporte une description exhaustive des activités des trois organes du Tribunal, à savoir les Chambres, le Bureau du Procureur et le Greffe.

Tout d'abord, je mettrai en lumière certaines des activités du Tribunal tout en faisant une mise au point concernant le rapport. Deuxièmement, j'examinerai la question du non-respect par les États de leurs obligations, ce qui menace l'exercice de notre mandat. Troisièmement, je discuterai du rôle du Tribunal dans le cadre du processus de paix.

Cette année marque le cinquantième anniversaire de la signature de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Un demi-siècle après sa signature, ce document demeure l'un des accomplissements déterminants de l'histoire de l'humanité et le fait qu'il conserve un tel statut est bien la preuve de la réalisation conceptuelle que son adoption a signifié. Ses aspirations et sa proclamation exhaustive des droits existants représentent la norme à laquelle aspirent tous les peuples et nations. Sa force réside dans son objectif car bien qu'il énonce clairement les droits qui sont fondamentaux, il omet toutefois d'établir des mécanismes explicites pour faire respecter et protéger ces droits.

Ce Tribunal international a été créé dans un certain sens pour combler la lacune laissée par les rédacteurs de la Déclaration universelle. Lorsque le Conseil de sécurité a créé le Tribunal international en 1993, personne n'aurait pu prédire que, moins d'un an après, un deuxième tribunal serait nécessaire — celui-ci pour le Rwanda. L'établissement et le succès de ces tribunaux ont joué un rôle considérable dans la signature en juillet du Traité de Rome créant une Cour pénale internationale permanente. Ensemble ces tribunaux constituent les gardiens des droits consacrés par la Déclaration universelle.

Les progrès accomplis par le Tribunal depuis qu'il a été créé ont été remarquables. En tant que juge ayant présidé au fonctionnement du Tribunal depuis le début, j'ai eu l'occasion exceptionnelle de participer à son processus d'évolution. Il a fallu des siècles à la plupart des nations pour établir leurs systèmes judiciaires, mais en cinq ans à peine le Tribunal international en est arrivé à être une institution judiciaire fonctionnant pleinement. Plus de 600 personnes y sont employées et représentent 57 nationalités différentes. Le budget pour 1998 s'élève à plus de 62 millions de dollars des États-Unis. Avec l'appui des Nations Unies nous sommes parvenus à des réalisations véritablement monumentales.

En tant que cour internationale, le Tribunal symbolise le principe de l'état de droit. Notre objectif est d'administrer la justice et non pas de nous livrer à des représailles. La quête de vengeance qui, parfois, répond à un besoin primordial, ne fait au mieux que perpétuer le cycle de l'intolérance; au pire, elle débouche sur de nouveaux actes de violence.

L'année écoulée a marqué la fin de la période d'édification du Tribunal. Les quatre premières années ont été consacrées principalement au développement de l'infrastructure, au recrutement du personnel et à l'établissement des procédures nécessaires au fonctionnement d'une institution

judiciaire. Comme le démontre le rapport annuel de cette année, le Tribunal international s'est engagé activement dans les procédures judiciaires d'administration de la justice, ce qui constitue sa raison d'être.

Au cours de l'année dernière, le nombre de personnes en détention préventive a triplé du fait que 19 accusés ont été arrêtés ou se sont livrés. Nous avons maintenant 25 accusés en détention préventive et un détenu qui a été mis en liberté provisoire. Dans une large mesure, ces arrestations et ces redditions ont servi de catalyseur et ont extrêmement renforcé le Tribunal. Parallèlement à cette croissance, nous avons besoin d'un appui financier accru. Il aurait été impossible d'assurer à ces accusés un procès juste et rapide avec les moyens dont nous disposons il y a un an.

Pendant la période considérée dans le rapport, de grands progrès ont été faits pour accélérer la procédure judiciaire. Deux nouvelles salles d'audience ont été construites, ce qui porte à trois le nombre de salles d'audience dont dispose le Tribunal. Plusieurs États Membres ont fait des contributions généreuses permettant la construction de ces salles. Le Royaume-Uni a fourni les fonds nécessaires pour construire la deuxième salle d'audience. Les Pays-Bas et les États-Unis ont financé la troisième, le Canada contribuant également à ce projet. Au début de cette semaine, trois nouveaux juges ont pris leurs fonctions, ce qui nous permettra d'établir la troisième Chambre de première instance dont nous avons grand besoin. Les amendements apportés récemment au Règlement de procédure et de preuve ont mis en place de nouveaux mécanismes, dont un juge de la mise en état et prévoient une conférence préalable au procès. En outre nous avons amélioré les procédures existantes pour permettre aux Chambres de recevoir dans de meilleures conditions le nombre important d'accusés qui passent en jugement ainsi que celui d'accusés en attente de procès.

Le Tribunal est maintenant engagé dans un nombre inhabituellement élevé de procès: quatre affaires ont été terminées et dans l'une d'elles le jugement a été rendu au début de la semaine; trois procès sont en cours; sept affaires sont en phase d'instruction, trois appels sont en instance. Deux affaires ont été closes cet été après le décès regrettable des accusés. Comme vous le savez, la Chambre d'appel qui est composée de cinq membres examine également les appels provenant du Tribunal pour le Rwanda. Il y a deux appels en instance provenant de ce Tribunal et quatre requêtes demandant autorisation d'interjeter appel.

Comme je l'ai indiqué, au cours de l'année dernière, le Tribunal a connu une forte augmentation du nombre des

accusés détenus en attente de jugement. Le Procureur est confiant que la Force de stabilisation procédera à des détentions supplémentaires en 1999 et, par conséquent et s'attend donc à ce que les Chambres de première instance soient saisies d'un nombre croissant d'affaires.

Il ne faut cependant pas oublier que le Bureau du Procureur est également la branche du Tribunal qui est chargée des enquêtes. Pour le Procureur, l'instruction des affaires a exigé que d'importantes ressources juridiques et d'enquête soient détournées des autres enquêtes en cours. Par conséquent, la capacité du Procureur à mener de nouvelles enquêtes a été sérieusement entravée et il a fallu, en 1998, suspendre un certain nombre d'enquêtes importantes jusqu'à obtention de ressources supplémentaires. De plus, un certain nombre de missions d'enquête menées par le Bureau du Procureur ont nécessité, pour leur succès, la saisie d'un grand nombre de documents produits pendant le conflit. Il faut d'importantes ressources pour indexer et analyser ces documents et pour en retirer les éléments de preuve nécessaires aux enquêtes et aux accusations.

Le Procureur ne pouvait prévoir de manière exacte le nombre de personnes accusées déférées à La Haye en 1998 ni le nombre de documents qui lui parviendraient en exécution des mandats de perquisition. En raison des succès inattendus à la fois en matière d'arrestation et d'enquête, les ressources requises pour l'instruction et le jugement se sont avérées sous-estimées. Par conséquent, le Procureur déclare ne pas avoir été en mesure de s'acquitter de façon efficace et rapide de sa double tâche d'enquête et de poursuite en vertu du Statut du Tribunal. Le Bureau du Procureur considère qu'il est la force motrice de toutes les autres activités du Tribunal : sans enquête, il n'y a pas de poursuites. C'est pourquoi je prie l'Assemblée générale de bien vouloir accepter la demande de ressources supplémentaires présentée par le Procureur pour 1999.

De même, cette activité judiciaire accrue a un impact sur la capacité des chambres à assurer des procès rapides et en bonne et due forme. Reconnaisant l'accroissement de la charge de travail du Tribunal, le Conseil de sécurité a créé une troisième Chambre de première instance. Étant donné la nature évolutive du droit international humanitaire, son application nécessite une révision complète des sources limitées et différentes du droit international et national. Par conséquent, cette troisième Chambre de première instance et les chambres en général ont besoin d'être appuyées juridiquement si l'on veut qu'elles continuent de bien fonctionner. Je demande respectueusement à l'Assemblée générale d'appuyer la requête des Chambres pour des ressources supplémentaires pour 1999.

Le Greffe du Tribunal a fourni le soutien nécessaire à l'élargissement des fonctions en matière judiciaire et de poursuites du Tribunal. Il a mis au point des procédures de gestion nécessaires pour faire fonctionner les trois Chambres, notamment l'assignation d'avocats de la défense pour les accusés indigents, le contrôle sur le quartier pénitentiaire et le maintien de relations diplomatiques avec les États, et a été chargé en grande partie de superviser la croissance de l'infrastructure du Tribunal.

Bien entendu, aucune cour internationale ne peut fonctionner sans la coopération des États et sans une meilleure mise en oeuvre des accords conclus avec ces États. L'an dernier, le Tribunal a bénéficié d'une coopération accrue et d'une meilleure mise en oeuvre des accords conclus, tant de la part des États que des organismes internationaux et multinationaux. Qui plus est, un certain nombre d'États ont commencé à soutenir le Tribunal de façon dynamique, à la fois directement, grâce à une assistance logistique et financière, et indirectement, grâce à l'application de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine — l'Accord de Dayton.

Le fait que des accusés se trouvant sur le territoire de la République de Croatie et celui de la Republika Srpska se soient livrés est le signe le plus visible d'une meilleure coopération des États et entités de l'ex-Yougoslavie. Ce changement d'attitude de la Republika Srpska est tout à fait notable, car au cours des périodes couvertes par les rapports précédents, cette entité avait fait preuve d'une intransigeance absolue à l'égard du Tribunal. Par exemple, ce meilleur climat a permis la relaxation provisoire de l'un des détenus sur caution de la Republika Srpska et sur garantie qu'elle ferait en sorte que le détenu se présente devant le Tribunal pour être jugé.

Malheureusement, dans ce contexte général de coopération accrue, il y a une exception de taille. C'est le deuxième point que j'aborderai. À deux reprises au cours de ces 10 dernières semaines, j'ai présenté deux rapports auprès du Conseil de sécurité sur le non-respect de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Ces rapports traitent de deux questions. Premièrement, le fait que la République fédérale de Yougoslavie a failli à son obligation d'arrêter des personnes inculpées et de les remettre à la garde du Tribunal; et deuxièmement, le fait que cet État ait refusé de délivrer des visas aux enquêteurs du Bureau du Procureur pour qu'ils puissent mener des enquêtes au Kosovo. En outre, mon prédécesseur, le juge Cassese, a informé le Conseil de sécurité que la République fédérale de Yougoslavie a refusé de signifier des mandats d'arrêt à des accusés présumés se trouver sur son territoire, et dans

chacune de ses quatre interventions annuelles à l'Assemblée, le juge Cassese a soulevé cette question qui continue d'être un sérieux obstacle pour le Tribunal qui se voit de la sorte empêché de s'acquitter de son mandat.

Pourtant, malgré ces rapports, la communauté mondiale s'est très peu intéressée à ce problème. Il n'est pas surprenant de voir que par cette inaction, on a manifestement laissé la République fédérale de Yougoslavie faire fi, en toute impunité, de ses obligations internationales. Le fait que ce manque de coopération n'a pas été sanctionné a grandement enhardi la République fédérale de Yougoslavie qui ne s'est pas gênée pour faire obstruction au Tribunal et, par la même occasion, à la volonté et au mandat explicite que lui a conféré l'Organisation des Nations Unies. L'attitude de la République fédérale de Yougoslavie, qui constitue une violation du droit international, est donc un affront à l'ONU et aux principes mêmes qui sous-tendent la raison d'être de cette institution. En outre, ces délits contreviennent directement aux résolutions expresses du Conseil de sécurité en ce qui concerne les événements au Kosovo.

Dans sa résolution 1160 (1998) du 31 mars 1998, le Conseil de sécurité a demandé instamment au Procureur du Tribunal de commencer à rassembler des informations concernant les actes de violence au Kosovo. Le 23 septembre, dans sa résolution 1199 (1998), le Conseil a confirmé que les événements au Kosovo constituaient une menace pour la paix et la sécurité dans la région. Aux termes de cette même résolution, les autorités de la République fédérale de Yougoslavie avaient l'obligation de «coopérer pleinement avec le Procureur du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie aux fins des enquêtes sur les violations éventuelles qui relèveraient de la compétence du Tribunal». Enfin, il y a moins d'un mois, le 24 octobre, le Conseil a adopté la résolution 1203 (1998), dans laquelle il demandait qu'une enquête complète soit menée à bien sans délai sur toutes les atrocités commises au Kosovo. En outre, il a demandé la coopération pleine et entière du Tribunal, «notamment en donnant effet à ses ordonnances, en donnant suite à ses demandes d'information et en respectant le déroulement de ses enquêtes».

Dans ma lettre du 6 novembre 1998 adressée au Conseil de sécurité,

«Je demande respectueusement au Conseil de sécurité de prendre des mesures suffisamment contraignantes pour ramener la République fédérale de Yougoslavie au sein des nations respectueuses du droit».

Il y a deux jours, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1207 (1998), après examen de mes lettres des 8 septembre, 22 octobre et 6 novembre. Il est d'une grande importance qu'agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Conseil ait condamné le refus par la République fédérale de Yougoslavie d'exécuter les mandats d'arrêt délivrés contre les trois individus auxquels j'ai fait référence dans ma lettre du 8 septembre et ait exigé l'exécution immédiate et sans condition de ces mandats, y compris le transfert de ces individus à la garde du Tribunal.

Il est également très important que le Conseil de sécurité ait appelé les autorités de la République fédérale de Yougoslavie, les dirigeants de la communauté albanaise du Kosovo et toutes les autres parties concernées à coopérer pleinement avec le Procureur dans l'enquête sur toutes les violations possibles relevant de la compétence du Tribunal. Pourtant, pendant trois ans, le même État s'est refusé sans vergogne à exécuter ces ordres. En outre, par son refus d'accorder des visas aux enquêteurs du Procureur, il a signifié qu'il n'accepterait pas que le Tribunal enquête sur les événements au Kosovo alors que le Conseil de sécurité avait ordonné à tous de coopérer avec le Procureur dans son enquête.

Je soutiens que la République fédérale de Yougoslavie fait fi ouvertement de l'autorité du Conseil de sécurité. Je serais donc reconnaissante à l'Assemblée de bien vouloir affirmer sans équivoque que de telles mesures ne sauraient être tolérées, car elles sapent potentiellement tout ce que symbolise l'Organisation des Nations Unies. J'invite instamment l'Assemblée à réaffirmer ces principes et à veiller à ce qu'aucun État — je dis bien aucun État — ne soit autorisé à contrevenir impunément à ses obligations relevant du droit international.

Ma troisième remarque concerne le rôle du Tribunal dans le rétablissement de la paix et la réconciliation. Le Tribunal est reconnu comme une partie intégrante du processus de paix en ex-Yougoslavie. Les crimes odieux perpétrés au cours du conflit ont été des crimes commis par des individus contre des individus. Cependant, ce sont également des crimes contre l'humanité. En dernière analyse, la communauté mondiale doit tenir pour responsables tous ceux qui ont planifié, instigué, ordonné et exécuté chaque aspect de ces crimes épouvantables. À cette fin, le Tribunal est en train d'établir pour l'histoire un registre exhaustif des actes de barbarie qui ont déchiré l'ex-Yougoslavie.

En dressant cet état, on doit veiller au respect des principes de l'égalité de toutes les personnes, à l'universa-

lité de la justice et à la cohérence dans l'application de la loi. En faisant respecter ces principes, le Tribunal est le fil d'or de la trame du processus de paix. Si ceux d'entre nous qui peuvent le faire négligent de prendre des mesures efficaces pour éliminer le cancer de la criminalité qui entache chaque fibre de ce processus, alors c'est la trame elle-même qui se défera. Si cela arrive, les ressources colossales qui ont été investies dans la reconstruction de cette région l'auront été en vain et le processus de réconciliation sera voué à l'échec.

Pour tâcher de mieux faire comprendre le fonctionnement du Tribunal aux citoyens de l'ex-Yougoslavie, nous avons invité le mois dernier des juges, des avocats, des procureurs et des professeurs des États et des entités de l'ex-Yougoslavie à La Haye. Le Tribunal entend persévérer dans cette voie. Nous irons vers les gens et nous accueillerons en notre sein non seulement ceux qui font partie de la communauté juridique, mais aussi tous ceux qui sont attachés à la primauté du droit. Nous défierons ceux qui cherchent à saper notre contribution au processus de paix. Nous remplacerons la désinformation sur le Tribunal par de vraies informations sur le Tribunal. Sur cette base, nous établirons ensuite un dialogue continu afin de discuter du rôle important que joue le Tribunal dans le processus de rétablissement de la paix et de réconciliation régionale. Nous veillerons à ce que le Tribunal reçoive le respect qui lui est dû de ceux pour lesquels il a été créé et de la communauté internationale dans son ensemble.

Toutefois, nous n'en sommes pas encore là. C'est pourquoi la création envisagée d'une Commission Vérité et Réconciliation, bien qu'éventuellement acceptable en principe, est encore prématurée. Avant de pouvoir mettre en place une telle commission, il faut tout mettre en oeuvre pour renforcer les mécanismes juridiques existants, au lieu de créer une nouvelle structure susceptible d'entraver davantage notre capacité de ramener la paix et la justice en Bosnie-Herzégovine. Le processus judiciaire est le mieux à même de vérifier les preuves soumises sur les crimes odieux qui sont commis, ainsi que de cerner les causes du conflit. Les juges sont impartiaux. Ils ne sont pas partie prenante au conflit; ils sont les mieux qualifiés pour décider qui est responsable.

Je supplie l'Assemblée de renouveler l'engagement qu'elle avait pris si audacieusement il y a cinq ans, et je lui rappelle que la complaisance face au mal et aux agressions aujourd'hui ne servira qu'à les faire redoubler demain. À en juger par les violences récentes et la crise humanitaire au Kosovo, nous sommes menacés par la perspective très réelle

de voir de nouveau les Balkans déchirés par un horrible conflit.

Après les ravages de la Seconde Guerre mondiale, le Tribunal de Nuremberg fut créé pour signifier au monde que la communauté internationale ne laisserait pas de telles atrocités se commettre impunément. L'expression «jamais plus» d'ailleurs nous est restée. Pourtant, cette barbarie revient nous hanter, encore et encore. Si nous ne renouvelons pas notre ferme engagement envers les importants principes qui sous-tendent le travail du Tribunal, ceux qui massacrent les innocents ridiculiseront la promesse que nous avons faite; «jamais plus».

Ce siècle a été le plus sanglant de toute notre histoire. Malheureusement, la communauté mondiale y a réagi en schizophrène. Parallèlement à la Déclaration universelle des droits de l'homme, à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, et à de nombreux traités interdisant de tels actes illégaux, en effet, les conflits internationaux et autres dans lesquels ont été ciblés des civils innocents se sont reproduits avec une fréquence et une cruauté alarmantes. Nous ne pouvons rester les bras croisés tandis que se commettent de telles atrocités. Sinon, nous sommes certainement aussi coupables que les auteurs de ces crimes.

Les crimes odieux commis par le régime nazi ont pu exister parce que de nombreux témoins ont préféré détourner les yeux. Ils savaient ce qui se passait, mais ils ont feint l'ignorance. Ils ne voulaient pas savoir. Il était plus facile et plus sûr de ne pas savoir. Ils savaient, mais ils n'ont rien fait. Ervin Staub, auteur de «The Roots of Evil» écrit que le danger réel, dans toutes les violations des droits de l'homme, ce n'est pas l'auteur mais le spectateur de ces violations — parce qu'il sait et il ne fait rien.

La communauté internationale doit montrer, non seulement en paroles, mais en actes, sa détermination renouvelée de transformer les instruments qui imposent les normes internationales en outils de dissuasion efficaces. Il est pire de condamner une action puis de la tolérer que de ne pas la condamner du tout. Non seulement c'est de l'hypocrisie par excellence, mais ça a pour effet de réduire ces instruments à de simples déclarations d'intention — de simples «tigres de papier».

Je me tourne donc vers l'Assemblée pour demander : resterez-vous passivement les bras croisés en permettant qu'un État fasse fi de la directive expresse de l'ONU? Par omission, ne deviendrez-vous pas complices? Ou affirmez-vous vigoureusement et sans réserve que les principes

de la paix et de la justice sur lesquels l'Organisation a été fondée il y a un demi-siècle valent plus que le papier sur lequel ils sont écrits? Les aspirations et les attentes de ceux qui sont attachés à la primauté du droit international pourront-elles devenir réalité ou laissera-t-on un État ignorer ses obligations en toute impunité?

Nous nous trouvons véritablement à un tournant décisif. Le Tribunal ne jouit pas d'un pouvoir d'exécution indépendant suffisant pour faire respecter le droit. Nous ne pouvons mener à bien la mission qui nous a été confiée d'aider à l'instauration et au maintien de la paix et de la sécurité internationales dans une région déchirée par des haines créées artificiellement sans l'appui résolu de l'Assemblée. Le précédent qui serait créé si un État était autorisé à faire fi des obligations qui lui sont imposées par la communauté internationale pourrait bien éclipser les progrès réalisés jusqu'à présent. Le fait d'ignorer la non-coopération et le non-respect de la République fédérale de Yougoslavie, qui s'est transformé en obstructionnisme manifeste, encourage d'autres États à faire de même, portant un coup dévastateur au droit international et à cette institution.

Le Tribunal a fait tout ce qui était en son pouvoir pour atteindre les objectifs pour lesquels il a été créé. Si nous ne réussissons pas, ce ne sera pas parce que le Tribunal a échoué. Si nous ne réussissons pas, ce sera parce que la communauté internationale a fait échouer le Tribunal. Il aura été mis en échec par les États qui l'ont créé et qui sont responsables de son efficacité, et la communauté internationale aura manqué à son engagement en faveur de l'État de droit. Permettre cela marquerait le début de la fin de l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme et ce serait une tragédie. L'Assemblée générale a le pouvoir de montrer au monde qu'il ne saurait y avoir de conflit dans l'engagement en faveur des droits de l'homme.

Il est temps de faire prévaloir l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Nous ne devons pas être des spectateurs. Nous devons agir et protéger ceux qui ne peuvent le faire eux-mêmes. Si nous ne savons tirer les leçons de notre histoire troublée, nous sommes alors voués à répéter nos erreurs.

M. Sucharipa (Autriche) (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne au sujet du cinquième rapport annuel du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. En outre, les États de l'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne — la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie — et l'État associé, Chypre,

ainsi que les pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen, l'Islande et le Liechtenstein, souscrivent à cette déclaration.

L'Union européenne souhaiterait tout d'abord remercier la Présidente du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, Mme Gabrielle Kirk McDonald, pour sa présentation à la fois complète et instructive et la féliciter pour son élection à la présidence du Tribunal. Je pense qu'elle aurait été bien plus impressionnée de prendre la parole devant l'Assemblée générale si cette salle avait bénéficié d'une présence plus importante des représentants, ce qui aurait d'ailleurs mieux convenu à l'examen d'un point aussi important.

Nous adressons également nos remerciements à l'ancien Président, M. Antonio Cassese, pour le dévouement et la compétence avec lesquels il a dirigé les travaux du Tribunal au cours de ses premières années si importantes.

Tant par son analyse que par les détails qu'il fournit, le rapport dont est saisie l'Assemblée brosse un tableau clair et exhaustif des activités du Tribunal entre le 1er août 1997 et le 27 juillet 1998. Nous félicitons le Président, les juges, le Procureur et les autres collaborateurs du Tribunal pour l'oeuvre importante qu'ils ont accomplie. L'Union européenne est également reconnaissante aux Pays-Bas, en tant que pays hôte, pour la contribution qu'ils continuent d'apporter aux activités du Tribunal. Nous apprécions tout autant les contributions importantes diverses — en nature, en espèces ou en personnel mis à la disposition du Tribunal — qu'ont apportées d'autres gouvernements au cours de la période examinée dans le rapport.

Comme le montre le rapport, à la fin de sa cinquième année, le Tribunal a encore fait des progrès. Par la résolution 827 (1993) du Conseil de sécurité, la communauté internationale a mis en place des mécanismes juridictionnels visant à mettre fin à l'impunité dont jouissaient de trop nombreux responsables de crimes graves — qui sont autant de violations du droit international humanitaire — commis pendant les années de conflit en ex-Yougoslavie. Le bon fonctionnement du Tribunal est essentiel à la mise en oeuvre intégrale des accords de paix dans l'ex-Yougoslavie et à leur suivi. À quelques rares exceptions près, sur lesquelles je reviendrai, les États ont pu créer une excellente base de coopération avec le Tribunal.

De l'avis même du Tribunal, les événements et les évolutions qui se sont produits l'an dernier ont abouti, ainsi qu'il apparaît dans le rapport, à une institution judiciaire pénale internationale de plein droit dotée de l'infrastructure

et des mécanismes administratifs, judiciaires et en matière de poursuites qu'exigent son mandat. L'année dernière a, en effet, été marquée par une croissance sans précédent de l'institution et de ses activités, ce qui a démontré, comme l'indique le rapport du Tribunal lui-même, que «la justice pénale internationale est un objectif accessible» (A/53/219, par. 276). Le Tribunal a, en outre, constitué un précédent important pour la création d'une juridiction pénale internationale générale, ce qui est de bon augure pour l'avenir de la Cour pénale internationale, créée à la suite de l'adoption du Statut de Rome le 17 juillet dernier. En effet, les travaux, les activités en cours et l'expérience du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et de son institution apparentée, le Tribunal pour le Rwanda, sont des sources précieuses pour la création d'un système de règles, de procédures et autres, qui permettront de poursuivre et de sanctionner, au niveau international, les auteurs, quels qu'ils soient, des violations graves du droit humanitaire où qu'elles aient été perpétrées. À cet égard, il faut souligner l'importance de l'accès au Tribunal pour les victimes et de la protection de celles-ci.

L'Union européenne se félicite de la création d'une troisième Chambre par le Tribunal dont les juges ont été élus par l'Assemblée générale le 16 octobre 1998. En outre, le Tribunal a réexaminé son règlement de procédure et de preuve et y a apporté un nombre important d'amendements, ajoutant plusieurs règles nouvelles. Tout cela devrait faciliter et accélérer ses travaux.

Un aperçu de la configuration administrative actuelle du Tribunal montre que l'infrastructure en place peut être considérée comme suffisamment importante et moderne. Deux salles d'audience supplémentaires ont été construites et le Tribunal s'est agrandi avec le Greffe. Bien qu'il soit sans doute nécessaire d'accroître les installations de détention, le Tribunal est à même de fonctionner avec les installations actuelles. Vingt-sept personnes mises en accusation par le Tribunal y sont détenues en ce moment.

Comme l'indique le Tribunal, depuis le mois d'octobre de l'année dernière, 19 accusés ont été arrêtés ou se sont volontairement livrés au Tribunal. Cependant, à la lecture du relevé détaillé des cas d'exécution et d'inexécution des mandats d'arrêt par les États, entités et organisations internationales dans l'ex-Yougoslavie, figurant à l'annexe III du rapport, il est évident que de graves problèmes persistent en ce qui concerne la coopération active des autorités en place sur le territoire couvert par le mandat judiciaire du Tribunal. Dans un certain nombre d'affaires, ces autorités n'ont pris aucune mesure à la suite des demandes précises et des mandats d'arrêts transmis par le Tribunal.

Un tel manque de coopération est une violation claire des obligations stipulées par le droit international et ne saurait être toléré. Si le Tribunal a bénéficié d'une coopération accrue de la part de la Republika Srpska, qui s'est traduite par la remise de cinq accusés se trouvant sur son territoire, la situation demeure insatisfaisante dans l'ensemble. On en a un exemple flagrant dans le refus persistant du Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie de coopérer avec le Tribunal, dans la mesure où il n'a pas arrêté ni remis à la garde du Tribunal trois personnes mises en accusation par ce dernier. Cette question a été soulevée par la Présidente du Tribunal dans une lettre datée du 8 septembre 1998 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/1998/839) et soulevée à nouveau par elle ce matin avec conviction lors de la présentation de son rapport. Dans ce contexte, nous nous félicitons de la déclaration de mardi dernier dans laquelle le Conseil de sécurité a condamné en termes très clairs le fait que la République fédérale de Yougoslavie se soit jusqu'à présent refusée à donner suite à ces mandats d'arrêt et exigé leur exécution immédiate et inconditionnelle.

Comme par le passé, l'Union européenne s'abstiendra pour des raisons de principe de commenter les affaires dont le Tribunal est actuellement saisi. Le chapitre II B du rapport qui traite de l'activité judiciaire du Tribunal contient des informations détaillées dans ce domaine. Nous souhaitons réaffirmer, qu'afin de s'acquitter de sa tâche avec impartialité, le Tribunal doit être totalement indépendant de toute autorité politique. Cependant, nous devons insister à nouveau sur la nécessité d'une coopération indéfectible de la part de tous les États et parties au Tribunal pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations de manière satisfaisante. Les obligations correspondantes des autorités concernées ne se limitent pas à l'exécution des mandats d'arrêt du Tribunal; il s'agit également de faciliter ses enquêtes en autorisant l'entrée des enquêteurs et en coopérant avec eux.

À cet égard, l'Union européenne constate qu'une grave question se pose en ce qui concerne le rôle du Tribunal face aux événements récents au Kosovo. Le droit international humanitaire est applicable à la situation au Kosovo et le Tribunal a été mandaté pour réunir les informations et les preuves utiles.

Dans des lettres qu'elle a récemment adressées au Président du Conseil de sécurité, la Présidente du Tribunal a attiré l'attention sur le fait que la coopération nécessaire du Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie ne se matérialise pas. L'Union européenne s'inquiète donc profondément de la décision de ce gouvernement de refuser

à une délégation du Tribunal l'autorisation de mener des enquêtes au Kosovo. Cette décision est un exemple manifeste de non-respect des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'accord passé récemment entre MM. Holbrook et Milosević, que l'Union européenne soutient sans réserve. La position de l'Union européenne à cet égard a été communiquée aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie.

À cet égard, l'Union européenne rappelle les résolutions du Conseil de sécurité 1160 (1998), 1199 (1998) et 1203 (1998) qui énoncent bien clairement l'obligation qu'a la République fédérale de Yougoslavie de coopérer pleinement avec le Tribunal en ce qui concerne le Kosovo, y compris dans l'exécution des ordres, demandes d'information et d'enquêtes. L'Union demande que les autorités de la République fédérale de Yougoslavie cessent d'empêcher le Bureau du Procureur d'accomplir sa mission au Kosovo.

Nous formulons l'espoir que les autorités de Belgrade finiront par prendre les mesures nécessaires pour permettre au Tribunal, et en particulier à son Procureur, de s'acquitter de son mandat en ce qui concerne le Kosovo. Il ne s'agit pas là d'avoir l'amabilité d'accorder un visa au Procureur et à son personnel pour leur permettre de participer à quelque colloque ou autre manifestation de même nature à Belgrade. Il s'agit de coopérer avec le Tribunal, comme l'exige l'article 29 de son Statut, et de se soumettre véritablement aux obligations bien définies qu'impose le droit international.

Je terminerai en disant que l'Union européenne souhaite assurer un plein appui au Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991. Afin de parvenir à l'objectif pour lequel le Tribunal a été créé, la coopération active de tous les gouvernements est nécessaire. Par conséquent, l'Union européenne demande instamment que cette coopération soit apportée rapidement. L'importance et la portée du problème sont bien définies par le Tribunal lui-même dans la conclusion du rapport, une conclusion qui est tout aussi vraie, sinon davantage, pour la Cour pénale internationale et le Statut de Rome qui ont été adoptés au début de cette année. L'Union européenne est d'accord avec le Tribunal qui déclare à la fin de son rapport que :

«si l'on veut affermir l'ordre international naissant que le Tribunal incarne, il faut appliquer et faire prévaloir le processus de droit. Cela ne devrait faire aucun doute car cela n'est pas douteux. La primauté du droit n'est

pas affaire d'opportunité. La communauté internationale doit voir, écouter et agir si elle ne veut pas gaspiller l'extraordinaire potentiel que représente [la création du Tribunal].» (A/53/219, par. 300)

M. Kolby (Norvège) (*interprétation de l'anglais*) : La Norvège est impressionnée par les réalisations du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, comme il ressort de plusieurs arrêts ainsi que du rapport dont l'assemblée est saisie. Des arrêts récents ont fait la lumière sur la série d'événements qui se rattachent au cycle de violence qu'a connu l'ex-Yougoslavie. La Norvège s'associe à ceux qui ont exprimé le sincère espoir que l'activité du Tribunal contribuerait à dissuader ceux qui voudraient commettre de nouvelles atrocités et faciliterait le processus de réconciliation nationale à long terme dans l'ex-Yougoslavie. En outre, les jugements rendus par le Tribunal représentent de nouveaux éléments importants de la jurisprudence internationale en matière de poursuite judiciaire pour les crimes internationaux les plus graves. L'expérience acquise sert également de tremplin à l'établissement de la Cour pénale internationale, conformément au Statut de Rome adopté en juillet de cette année.

La Norvège est tout à fait favorable à ce que le Tribunal se charge des enquêtes et des poursuites concernant les crimes internationaux perpétrés dans le cadre de la situation tragique au Kosovo. Elle s'inquiète profondément à cet égard de constater que le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie ne donne pratiquement pas suite aux décisions du Tribunal; et elle se félicite du fait que le Conseil de sécurité ait maintenant traité de cette question dans sa résolution 1207 (1998). La résolution déplore que la République fédérale de Yougoslavie persiste dans son refus de coopérer pleinement avec le Tribunal et exige, qu'en ce qui concerne les mandats d'arrêt délivrés par le Tribunal à l'encontre des trois individus qui ont été mis en accusation pour le meurtre présumé de 260 hommes non armés à la suite de la chute de la ville de Vukovar en novembre 1991, ces mandats soient immédiatement et inconditionnellement exécutés.

Tout en reconnaissant que la coopération avec le Tribunal semble s'être améliorée, il ne faut absolument pas perdre de vue le fait que les principaux responsables des atrocités commises dans l'ex-Yougoslavie continuent à jouir de leur liberté, en apparence dans l'impunité. La Norvège souhaite par conséquent insister sur le fait que la communauté internationale ne doit pas faillir à son engagement à long terme en ce qui concerne l'exécution du mandat du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie. Personne ne doit miser sur l'impunité quand des actes de génocide, d'autres crimes

contre l'humanité ou de graves crimes de guerre ont été commis.

La Norvège demeure un fervent partisan du Tribunal et se joint à tous ceux qui ont lancé un appel aux États pour qu'ils prennent toutes les mesures législatives nécessaires, conformément à leur législation nationale, afin de garantir une coopération efficace avec le Tribunal. Outre l'application de la législation et le respect des demandes d'assistance du Tribunal, les États doivent garantir un soutien financier et matériel approprié. Le Gouvernement norvégien a déclaré notamment qu'il était prêt à examiner les demandes du Tribunal concernant l'exécution de ses sentences, et à recevoir par la suite, conformément à la législation nationale, un nombre limité de personnes reconnues coupables pour qu'elles purgent leur peine en Norvège. Nous encourageons davantage d'États à manifester leur attachement constant aux travaux du Tribunal en prenant des mesures concrètes.

M. Simonović (Croatie) (*interprétation de l'anglais*) : La Croatie attache une importance particulière au rôle joué par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie qui a une responsabilité spéciale à assumer pour rendre la justice au nom des victimes et instaurer les conditions d'une paix et d'une stabilité durables dans la région. Dans ce contexte, je voudrais remercier la Présidente du Tribunal, Madame le juge McDonald, de son rapport complet et de tous les efforts qu'elle a consentis pour faire du Tribunal une institution opérationnelle et indépendante, qui s'efforce de s'acquitter de son mandat d'une manière efficace. Le Tribunal continuera de bénéficier du plein appui du Gouvernement croate.

La République de Croatie considère que les poursuites contre les responsables des crimes de guerre est un devoir juridique, certes, mais également un devoir politique et moral. En effet, c'est la République de Croatie qui a demandé au Conseil de sécurité la création du Tribunal dès 1991. La Croatie comptait parmi les premiers pays et à ce jour, parmi les 20 pays, qui ont promulgué une législation d'application afin d'institutionnaliser leur coopération avec le Tribunal. Un Bureau de liaison avec le Tribunal fonctionne à Zagreb et un bureau spécial du Gouvernement est chargé de coordonner la coopération avec le Tribunal. Dans ce contexte, le Gouvernement croate est satisfait de voir que dans le présent rapport la coopération avec la Croatie est évaluée de manière positive.

La Présidente du Tribunal a appelé notre attention sur le fait que le nombre des accusés détenus au Tribunal a triplé au cours de l'année écoulée; ce qui représente incontestablement un progrès significatif dont il faut se féliciter.

Cependant, nous avons moins de raisons d'être optimistes lorsque nous regardons de plus près l'identité des inculpés.

Les crimes sont commis par des individus et non par un groupe ethnique ou une nation. Chaque crime, quelle que soit l'origine ethnique de son auteur, doit être jugé selon ses propres caractéristiques, en fonction des preuves disponibles et conformément au droit en vigueur. Cependant, étant donné le grand nombre de crimes commis, les délais impartis et la pénurie de ressources disponibles, le Tribunal ne peut pas poursuivre tous les auteurs de crimes de guerre et doit par conséquent s'acquitter de sa tâche de façon sélective. C'est pourquoi, tout en acceptant qu'une approche sélective est inévitable, nous pensons que les affaires présentées au Tribunal doivent au moins être représentatives. Pour des raisons morales, politiques et historiques, elles doivent refléter le niveau et le degré d'implication des différentes parties dans les crimes de guerre qui ont été commis, grâce à l'exercice de l'arbitrage judiciaire.

Malheureusement, jusqu'à présent, cet arbitrage judiciaire ne s'est pas exercé efficacement dans ce sens. À cet égard, l'on ne saurait ignorer le fait patent qu'à ce jour, personne n'a été inculpé pour les crimes attestés par de nombreux éléments de preuve qui visaient spécifiquement les Croates de Bosnie. Cette défaillance compromet gravement les objectifs mêmes du Tribunal qui consistent à rendre la justice, à établir fidèlement ce qui s'est passé pendant le conflit et, finalement à panser les plaies et à réconcilier la nation.

Même si le groupe des inculpés en détention comprend des membres des différents groupes responsables pour les crimes de guerre commis et est plus représentatif que l'an passé, il est loin d'être satisfaisant. Les Croates et les musulmans de Bosnie constituent la majorité des personnes détenues, en dépit du fait qu'ils appartiennent à des groupes ethniques qui ont été essentiellement les victimes plutôt que les auteurs de ces crimes de guerre. Ce paradoxe flagrant est à attribuer avant tout au refus des autorités de la République fédérale de Yougoslavie et de la Republika Srpska de coopérer avec le Tribunal et à l'absence de détermination de la part du Conseil de sécurité à appuyer le Tribunal qu'il a créé en ayant recours à des mesures contraignantes, si besoin est.

La Croatie ne saurait accepter le fait que ceux qui font l'objet d'un acte d'accusation pour les crimes commis à Vukovar il y a exactement sept ans, à savoir, Mrksic, Sljivancanin et Radic, n'aient toujours pas été arrêtés. Le processus de réconciliation dépend de la comparution des

accusés. Cela vaut également pour Martić, Karadžić et Mladic, et d'autres.

Peut-on incriminer le Tribunal uniquement si la responsabilité pour les crimes de guerre commis n'a pas été établie avec exactitude et si les auteurs inculpés n'ont pas été arrêtés? Non, surtout à la suite des récentes lettres envoyées par le Président du Tribunal au Conseil de sécurité — documents S/1998/839, S/1998/990 et S/1998/1040 —, qui demandent l'appui du Conseil pour pouvoir s'acquitter de son mandat et arrêter les criminels de guerre actuellement inculpés. Après toutes ces lettres, c'est au Conseil de sécurité qu'incombe la responsabilité du fonctionnement réel et efficace du Tribunal.

À cet égard, la résolution du Conseil de sécurité 1207 (1998) adoptée il y a quelques jours, est encourageante. La délégation croate espère qu'en décidant d'adopter cette résolution en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et d'en surveiller la mise en oeuvre, le Conseil entend manifester une volonté renouvelée de protéger l'autorité et la crédibilité du Tribunal et du Conseil lui-même.

Le fonctionnement efficace du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie revêt une importance qui transcende ce Tribunal spécial dans la mesure où il crée un précédent pour la Cour pénale internationale.

Enfin, je voudrais poser une question. Si le Tribunal, qui a été créé et appuyé par l'autorité contraignante du Conseil de sécurité, n'est pas efficace, comment pouvons-nous escompter que la Cour pénale internationale qui dépendra de l'adhésion des parties à un traité multilatéral soit efficace?

M. Abdel Aziz (Égypte) (*interprétation de l'arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier Madame le juge Gabrielle Kirk McDonald, Présidente du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, du rapport qu'elle nous a présenté aujourd'hui et dans lequel elle a judicieusement et efficacement décrit les réalisations du Tribunal durant la période écoulée, d'une part, et les problèmes rencontrés par le Tribunal dans l'accomplissement de ses travaux, ainsi que les démarches adoptées pour remédier à ces problèmes, d'autre part.

Avant de formuler des observations sur la déclaration qu'elle a prononcée à l'Assemblée aujourd'hui et sur le rapport dont nous sommes saisis, je voudrais faire part de notre gratitude et de notre estime aux éminents juges qui siègent au Tribunal et dans ses trois chambres de première instance, pour les efforts constants et remarquables qu'ils

ont déployés dans des circonstances difficiles où ils se sont heurtés à des problèmes pratiques.

L'Assemblée devrait examiner les problèmes rencontrés par le Tribunal en les divisant en deux catégories. La première catégorie a trait au soutien logistique et financier apporté aux travaux du Tribunal pour lui permettre de s'acquitter efficacement de sa tâche. Cet appui devrait permettre au Tribunal de disposer d'un nombre suffisant de juges qualifiés qui traiteraient les affaires avec diligence et de maintenir la coopération nécessaire entre ce Tribunal et le Tribunal criminel international pour le Rwanda, en raison de la complémentarité des affaires dont sont chargées les chambres des deux tribunaux. Il est de plus nécessaire de maintenir un système de communication efficace en vue d'établir un lien entre les deux tribunaux pour accélérer les jugements.

L'appui que j'ai mentionné exige de l'ONU, et notamment de l'Assemblée générale, qu'elle envisage une augmentation des ressources budgétaires du Tribunal, particulièrement après la création d'une autre Chambre de première instance. Il faudrait également que les États Membres versent de généreuses contributions pour étoffer le budget du Tribunal et, par conséquent, pour consolider son travail afin que soient poursuivis les auteurs de crimes barbares. La délégation égyptienne s'associe à l'appel lancé à tous les États pour les inciter à faire des contributions volontaires généreuses en vue de renforcer le travail du Tribunal. La délégation égyptienne promet que le Gouvernement égyptien apportera tout l'appui politique et financier possible de façon à permettre au Tribunal d'assumer ses responsabilités avec l'efficacité que nous souhaitons tous.

Puisqu'il est question des problèmes de fond que connaît le Tribunal, nous aimerions signaler que nous déplorons le refus constant de coopérer avec le Tribunal de la part de la République fédérale de Yougoslavie et la Republika Srpska. Toutes les données montrent que la Bosnie-Herzégovine et la Croatie coopèrent de façon optimale avec le Tribunal, alors que la République fédérale de Yougoslavie non seulement ne coopère pas avec lui, mais tente d'entraver la crédibilité du Tribunal et sa capacité de mener à bien son travail. On le constate clairement à la lecture de la lettre envoyée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international en 1995 et 1996. On le voit encore mieux en prenant connaissance des lettres envoyées les 8 septembre, 22 octobre et 6 novembre 1998 par l'actuelle Présidente du Tribunal, la juge McDonald, au Président du Conseil de sécurité, qui soulignent diverses violations yougoslaves de l'obligation de

coopérer avec le Tribunal, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et aux Accords de Dayton.

Le travail du Tribunal avait déjà souffert de la collusion manifestée entre la Yougoslavie et la Republika Srpska pour ne pas arrêter Karadzic et Mladic, contre lesquels ont été émis des mandats d'arrêt internationaux. La candidature de ces deux personnes à la présidence de la Republika Srpska a même été appuyée. On a ensuite noté le refus d'arrêter trois personnes accusées d'avoir tué 260 civils innocents après la chute de Vukovar en 1991. La Republika Srpska a apporté son soutien à ces personnes en leur versant un salaire afin qu'elles échappent au Tribunal.

Ce ne sont là que quelques exemples du refus total de la République fédérale de Yougoslavie de coopérer avec le Tribunal. Pour démontrer que ces violations flagrantes ne constituent que quelques exemples d'une tendance générale, je signalerai que la République fédérale de Yougoslavie n'a pas pris les mesures nécessaires, en vertu de sa législation nationale, pour mettre en oeuvre les dispositions du paragraphe 4 de la résolution 827 (1993) du Conseil de sécurité et du Statut du Tribunal international, qui énoncent l'obligation de promulguer une législation nationale qui facilite la coopération avec le Tribunal. Une telle tendance non seulement indique le rejet des résolutions du Conseil et du Statut du Tribunal par la République fédérale de Yougoslavie, mais elle constitue une violation flagrante des engagements de coopérer pleinement avec le Tribunal que la Yougoslavie a pris en vertu des Accords de Dayton. Cela met la République fédérale de Yougoslavie dans une position qui peut constituer une menace à la paix et la sécurité internationales et rend nécessaire une intervention décisive du Conseil de sécurité afin de l'obliger à coopérer.

Une autre grave inquiétude provient du fait que les accords conclus au sujet de la situation au Kosovo n'obligent pas expressément la République fédérale de Yougoslavie à coopérer avec le Tribunal de la façon prévue dans les résolutions 1160 (1998) et 1199 (1998) du Conseil. Cette inquiétude s'est aggravée à la suite des déclarations faites par le Président de la Republika Srpska, selon lesquelles personne ne sera poursuivi devant les tribunaux du pays pour des crimes liés au conflit sévissant actuellement au Kosovo, sauf dans le cas de crimes contre l'humanité ou contre le droit international. Ces déclarations ne comportent aucune mention de la compétence du Tribunal international, ce qui montre qu'il s'agit d'une tentative voilée de la part de la Republika Srpska et de la République fédérale de Yougoslavie d'échapper à la juridiction du Tribunal en ce qui les concerne.

En adoptant la résolution 1207 (1998), le Conseil de sécurité, qui agissait en vertu des dispositions du Chapitre VII de la Charte, a pris note du danger propre à une telle situation et de la nécessité d'adopter une position catégorique à son sujet. Mais la résolution, si elle condamne le refus de la République fédérale de Yougoslavie de coopérer avec le Tribunal, n'est pas assortie des éléments fondamentaux qui, à notre avis, constitueraient des moyens de pression importants pouvant être exercés sur la République fédérale de Yougoslavie. Le plus important de ces moyens résiderait dans l'autorisation donnée à la Force de stabilisation et au Groupe international de police d'arrêter, en vue de les déférer au Tribunal, les personnes contre lesquelles a été émis un mandat d'arrêt ou ont été portées des accusations précises.

La coopération avec le Tribunal fait partie intégrante du processus de paix dans les Balkans et nous ne devons pas relâcher nos efforts à ce sujet. Le Conseil de sécurité, lorsqu'il aborde cette question, ne doit céder à aucune pression le contraignant à accepter autre chose que l'engagement le plus total de toutes les parties concernées, notamment la République fédérale de Yougoslavie et la Republika Srpska, à coopérer avec le Tribunal de façon optimale, en toute bonne foi et d'une manière qui lui permette d'atteindre ses objectifs en faveur de la paix et de la sécurité dans les Balkans.

M. Mochochoko (Lesotho) (*interprétation de l'anglais*) : Les motifs sous-jacents de la création d'institutions dont l'objectif est d'assurer la justice pénale internationale ont été bien définis par le Président Clinton :

«Nous devons appliquer les enseignements tirés de Nuremberg. Les personnes accusées de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide doivent être traduites en justice. Elles doivent être jugées et, si elles sont reconnues coupables, elles devront répondre de leurs crimes. La justice ne peut prévaloir sans la paix, mais justice doit être rendue lorsque la paix prévaut.»

En 1993, lorsque la communauté internationale a décidé de créer le Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, elle a réaffirmé son attachement aux principes de paix et de justice. Aujourd'hui, alors que nous examinons le cinquième rapport du Tribunal international, nous sommes heureux de constater que le Tribunal a fait d'importants progrès vers la réalisation des objectifs à l'origine de sa création : rendre

justice aux victimes des atrocités commises en ex-Yougoslavie, prévenir d'autres violations du droit international humanitaire et consigner à l'histoire ces atrocités.

Il y a cinq ans, les sceptiques déclaraient à l'unanimité que le Tribunal international ne verrait jamais le jour. Nous entendons aujourd'hui les mêmes affirmations au sujet de la Cour pénale internationale. La question a été posée : si les tribunaux spéciaux ne fonctionnent pas, si leur gestion est déficiente, s'ils ne favorisent pas la reddition volontaire ou l'arrestation des inculpés, s'ils ne parviennent pas à faire comparaître des inculpés au siège des tribunaux, s'ils ne prononcent pas de condamnations ou d'acquittements et ne permettent pas le déroulement de procès équitables, qu'est-ce qui pourrait alors nous inciter à croire qu'une cour pénale internationale permanente ferait mieux? Les deux premiers Tribunaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda continuent de démontrer que la détermination de la communauté internationale pour créer des institutions dignes des Nations Unies et assurer une justice pénale internationale demeure intacte.

Le rapport dont nous sommes saisis aujourd'hui apporte des réponses. Il indique l'augmentation du nombre d'inculpés, qui passe de 9 à 29, survenue depuis la publication du rapport précédent, la reddition volontaire d'inculpés alors que le filet du Tribunal se rabat sur eux, l'arrestation d'inculpés par des États qui avaient auparavant fait preuve d'intransigeance envers le Tribunal ainsi que l'enregistrement de plaidoyers de culpabilité de la part de certains accusés. Les faits sont également révélateurs à d'autres égards. Parmi les succès notables soulignés par le rapport figurent l'accroissement des activités du Tribunal relatives aux procès et aux enquêtes préliminaires, un renforcement et une amélioration des procédures du Bureau du Procureur dans le cadre de ses enquêtes et de ses poursuites, les améliorations apportées à la gestion et aux capacités administratives du Greffe de même que l'aménagement de deux nouvelles salles d'audience. Tout cela montre indubitablement que le Tribunal est maintenant pleinement apte à dissiper les craintes que la justice pénale internationale ne puisse jamais être assurée.

Qui aurait pu imaginer qu'un Tribunal qui n'en était qu'à son début il y a seulement cinq ans, avec des juges nouvellement élus, des milliers de victimes demandant réparation et qui n'avait ni ses propres locaux, ni personnel, ni budget ni même de salle d'audience, pourrait aujourd'hui s'enorgueillir d'être arrivé à la dernière phase de la mise en place de ses capacités lui permettant de jouer le rôle d'une importance capitale pour lequel la communauté internationale l'a créé?

Je tiens à souligner une question très importante pour le succès du Tribunal, une question qui sera sans nul doute tout aussi essentielle pour tout tribunal international permanent futur, à savoir la coopération des États. Dans le contexte du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, l'Accord de Dayton demande à toutes les parties de coopérer pleinement avec les enquêtes et les poursuites contre les auteurs des crimes de guerre et d'autres violations du droit international humanitaire. En particulier, l'article 29 du Statut du Tribunal impose un devoir similaire à tous les membres de la communauté internationale, qui doivent sans délai arrêter et garder en détention toutes les personnes inculpées de crimes de guerre et livrer ou transférer les accusés au Tribunal international. La coopération des États de l'ex-Yougoslavie demeure particulièrement impérative, car sans cette coopération il sera difficile, voire impossible, de transférer les accusés à La Haye pour qu'il soient traduits en justice.

Même si au fil des années la communauté internationale n'a pas pu honorer entièrement ses obligations vis-à-vis du Tribunal international, des faits récents montrent une disposition, en particulier de la part des protagonistes importants, à coopérer avec le Tribunal. Nous saluons les efforts déployés par le Conseil de mise en oeuvre de la paix, et nous nous félicitons de la coopération apportée au Tribunal par le Premier Ministre Dodik de la Republika Srpska et par la Force de stabilisation (SFOR). On n'insistera jamais assez sur la nécessité d'une assistance continue fournie par la Force de stabilisation, ainsi que sur la participation de la Force de mise en oeuvre (IFOR).

Il est cependant regrettable que certaines des personnalités importantes qui ont commandité les massacres de civils innocents et qui ont été inculpées par le Tribunal contrôlent encore les forces militaires et politiques de la région. Il est particulièrement condamnable que le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie ait à ce jour refusé de transférer trois inculpés bien connus au Tribunal international et ait refusé de coopérer avec cet organe, en violation de l'Accord de Dayton, de la Charte des Nations Unies et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Le moment est venu pour la communauté internationale, par le biais du Conseil de sécurité, de se montrer plus énergique et d'utiliser tous les moyens dont elle dispose pour faire respecter les décisions prises et pour arrêter tous les inculpés encore en liberté. Tout en saluant la récente résolution 1207 (1998), dans laquelle le Conseil de sécurité condamne ces manquements et réitère son appel à la République fédérale de Yougoslavie de coopérer pleinement avec le Procureur, nous invitons le Conseil à prendre des mesures décisives pour faire en sorte que la République fédérale de Yougoslavie

cesse d'être un refuge pour ceux qui veulent échapper au droit international. L'appel maintes fois lancé aux États pour qu'ils prennent les mesures nécessaires en vertu de leur droit interne pour s'acquitter de leurs obligations vis-à-vis du Tribunal, conformément à la résolution 827 (1993), mérite la plus grande attention.

Nous ne pouvons qu'entériner le constat établi figurant dans le rapport, selon lequel le Tribunal a encore beaucoup à faire avant de pouvoir véritablement rendre justice aux victimes des massacres perpétrés en ex-Yougoslavie. Nous sommes confiants que la communauté internationale continuera à procurer au Tribunal les ressources financières et autres ressources nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions. À cet égard, nous saluons l'élection de nouveaux juges qui vont bientôt prendre leurs fonctions au Tribunal. Ils assument des responsabilités importantes à un moment particulièrement critique où le Tribunal connaît une arrivée massive des inculpés, où d'autres responsabilités ont été confiées au Tribunal pour qu'il mène une enquête rapide et complète sur toutes les atrocités commises au Kosovo, et où il doit redoubler d'efforts pour s'acquitter efficacement du mandat qui lui a été confié.

Nous félicitons le Tribunal d'avoir apporté des modifications aux procédures qui lui permettront de juger dans de meilleures conditions et rapidement les accusés qui doivent passer en jugement. Nous pensons que les procédures amendées restent suffisamment rigoureuses pour protéger les suspects d'accusations non fondées, tout en imposant une charge de travail raisonnable au Procureur.

Pour terminer, ma délégation félicite la juge McDonald pour son rapport édifiant et ses efforts inlassables, ainsi que pour la manière dont elle dirige le Tribunal. Nous félicitons également l'équipe des juges compétents et dévoués ainsi que le personnel du Tribunal pour le travail ardu qu'ils ont accompli dans des conditions très difficiles. L'appui constant du Gouvernement et du peuple néerlandais a permis au Tribunal de fonctionner efficacement, et nous les remercions de leur appui et de leur coopération.

M. Baykal (Turquie) (*interprétation de l'anglais*) : Mettre un terme au conflit et aux souffrances humaines, et ensuite rétablir la paix sans sacrifier la justice est l'objectif le plus fondamental de l'humanité. Même si l'Accord de Dayton et sa mise en oeuvre imparfaite ont amené la paix et mis un terme aux souffrances de la population sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, la justice n'a pas totalement triomphé. Dans ce contexte, le bon fonctionnement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie est impératif pour la mise en oeuvre intégrale de l'Accord de

paix de Dayton et pour une paix durable en Bosnie-Herzégovine.

Je remercie le Président du Tribunal, le juge Gabrielle Kirk McDonald, pour le cinquième rapport annuel du Tribunal qui est intéressant et informatif. Nous sommes heureux de constater que les faits survenus pendant la période du 1er août 1997 au 27 juillet 1998 montrent que le Tribunal a accompli des progrès importants dans l'exercice de son mandat. Pendant la période considérée, 19 nouveaux accusés ont été arrêtés ou se sont livrés.

Les progrès réalisés par le Tribunal dans l'exercice de son mandat dépendent de la coopération des États et des entités qui sont sous sa juridiction. Dans ce contexte, nous saluons l'attitude coopérative manifestée par deux États — la Bosnie-Herzégovine et la République de Croatie. Nous prenons note du fait que la Republika Srpska a montré des signes de coopération accrue cette année. Cependant, 31 personnes faisant l'objet d'un acte d'accusation restent en liberté et la plupart sont présumées se trouver sur le territoire de la Republika Srpska ou de la République fédérale de Yougoslavie.

La charge de travail du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a augmenté de façon spectaculaire cette année. Le nombre des accusés en détention a plus que triplé, l'activité judiciaire s'est intensifiée et le Bureau du Procureur a entamé une enquête sur les événements du Kosovo également. Dans sa résolution 1160 (1998) du 31 mars 1998, le Conseil de sécurité a demandé au Procureur de commencer à réunir des informations liées à la violence au Kosovo pouvant relever de la compétence du Tribunal. Nous appuyons pleinement l'enquête menée par le Procureur sur les incidents violents survenus au Kosovo et nous espérons que les auteurs de ces actes odieux seront rapidement traduits en justice. Nous regrettons le manque de coopération manifestée auparavant par les autorités de la République fédérale de Yougoslavie qui ont refusé de délivrer des visas aux membres du Tribunal.

À cet égard, nous appuyons pour l'essentiel la résolution 1207 (1998) adoptée il y a deux jours, le 17 novembre 1998, dans laquelle le Conseil de sécurité déplore le refus constant de coopérer de la part de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Cependant, nous aurions préféré des termes plus fermes exigeant le respect des décisions par cet État, conformément à ses obligations en vertu de l'Accord de paix de Dayton.

Compte tenu de la charge de travail accrue du Tribunal due aux faits susmentionnés, trois juges ont été élus par

l'Assemblée générale pour siéger dans la nouvelle chambre de première instance. Nous félicitons les juges nouvellement élus.

Dans l'ensemble, nous apprécions le travail accompli par le Tribunal et nous reconnaissons qu'il est très difficile — comme la Présidente elle-même l'a relevé ce matin — surtout en ce qui concerne l'arrestation des dirigeants militaires et politiques qui ont été inculpés mais qui restent en liberté. Aussi, malgré ses nombreuses réalisations, le Tribunal, indépendamment de sa volonté, reste un échec partiel. Nous sommes très déçus de constater que, alors que nous disposons à La Haye d'un Tribunal pleinement opérationnel qui jouit de l'appui sans réserve de la communauté internationale, les dirigeants militaires et politiques responsables de violations graves du droit humanitaire et d'actes de nettoyage ethnique en Bosnie-Herzégovine demeurent en liberté.

Si la justice est rendue à temps, la conscience blessée des personnes qui ont souffert pourrait se cicatriser, une fois pour toutes, et une paix durable pourrait ainsi être établie.

M. Ka (Sénégal), Vice-Président, assume la présidence.

M. Niehaus (Costa Rica) (*interprétation de l'espagnol*) : La délégation costa-ricienne participe avec un vif intérêt à la discussion sur le point 48 de l'ordre du jour relatif au rapport du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.

En mai dernier, six ans s'étaient écoulés depuis la création du Tribunal. Ces six années ont été une période historique pour le droit international, en particulier pour l'administration internationale de la justice. Depuis sa création, le Tribunal a obtenu des résultats extrêmement positifs. Il a établi son Règlement de procédure, il a été saisi d'affaires peu nombreuses mais importantes et a renforcé son rôle institutionnel et administratif.

Le travail de cet organe est très important pour le développement du droit international humanitaire et relatif aux droits de l'homme. Sa jurisprudence est devenue une interprétation faisant autorité en matière de droit international coutumier et une force motrice dans l'élaboration progressive de cette législation dans des domaines où subsistent des imprécisions et des lacunes. Nous sommes particulièrement heureux des progrès accomplis dans l'élaboration du Règlement de procédure et la pratique liée à la protection des victimes et témoins ainsi que dans l'interpré-

tation, la définition et la classification correctes des délits commis contre les femmes et les filles.

À cet effet, le Costa Rica estime qu'il est important de dire que l'action et l'existence du Tribunal ont donné une impulsion majeure aux négociations ayant abouti à la création de la Cour pénale internationale. Il est clair que ce nouvel organe témoigne d'un sentiment croissant, au plan international, qu'il faut dénoncer les crimes les plus graves commis contre l'humanité et poursuivre leurs auteurs. Le Costa Rica saisit cette occasion pour réitérer l'avis que, par rapport à la Cour nouvellement établie, les tribunaux spéciaux créés par le Conseil de sécurité ne sont que des placebos temporaires et transitoires dont le rôle se limite à des situations exceptionnelles ou d'urgence qui posent une menace réelle à la paix et à la sécurité internationales.

La justice est un élément essentiel de la paix et de la réconciliation. Nous ne pouvons parler de société réconciliée après un conflit si l'impunité persiste, si la vérité n'est pas connue et si les auteurs des crimes les plus horribles demeurent impunis. À cet égard, le Costa Rica est profondément convaincu que la persistance de l'impunité en ex-Yougoslavie entrave le processus de consolidation de la paix et de réconciliation en incitant les victimes à la vengeance et en renforçant l'attitude arrogante des agresseurs.

Pour le Costa Rica, il ne fait aucun doute que le manque de coopération avec le Tribunal de la part de gouvernements, d'autorités locales et d'entités internationales doit être formellement réprouvé par la communauté internationale. Il est indispensable que les autorités de la Republika Srpska, de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et de la République fédérale de Yougoslavie s'acquittent de leurs obligations internationales dans ce domaine. Ces autorités se doivent d'arrêter et extradier sans atermoiements ni excuses vers le Tribunal les personnes inculpées se trouvant sur leur territoire. Ces arrestations ne peuvent être reportées. De même, le Costa Rica souligne qu'il faut absolument que ces autorités coopèrent à la collecte de preuves et qu'ils facilitent, par tous les moyens possibles, les dépositions de témoins. En outre, tous les suspects éventuels de crimes ne relevant pas du Tribunal international doivent être traduits en justice par ces autorités. L'existence du Tribunal de La Haye ne dispense en aucune façon ces autorités locales et nationales de leur devoir de rendre la justice et de punir les auteurs de ces crimes.

Je dois dire par ailleurs que la délégation costa-ricienne prend dûment acte de la teneur du rapport de la Présidente du Tribunal international sur la situation administrative et financière de cet organe juridique. Le Costa

Rica voudrait redire que l'importante charge de travail du Tribunal exige plus de ressources et de personnel. Les autorités financières de l'Organisation et les représentants à la Cinquième Commission doivent tout faire pour que le Tribunal puisse disposer de ressources requises et suffisantes en vue de garantir une procédure régulière et rapide.

Pour terminer, je saisis cette occasion, devant la plus haute instance politique de l'ONU, pour réitérer le soutien résolu du Costa Rica au Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, dont le travail de pionnier est un modèle de dévouement et d'engagement juridiques, et surtout éthiques et moraux, envers la cause de la paix et de la réconciliation, et dans la lutte contre l'impunité.

M. Hasmy (Malaisie) (*interprétation de l'anglais*) : La délégation malaisienne voudrait d'abord exprimer sa profonde reconnaissance à la Présidente du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, Mme Gabrielle Kirk McDonald, et à son équipe de juges et de fonctionnaires dévoués, pour leurs efforts dans l'exercice de leurs responsabilités au sein du Tribunal. Nous apprécions vivement le rapport annuel très complet du Tribunal, présenté à l'Assemblée générale dans le document A/53/219. Nous remercions également la Présidente McDonald pour sa présentation très claire du rapport. La délégation malaisienne partage pleinement l'intérêt des autres membres de la communauté internationale pour le travail du Tribunal, et elle a soigneusement étudié le rapport.

Par ailleurs, elle voudrait saisir cette occasion pour exprimer sa satisfaction de voir le Tribunal fonctionner pleinement avec l'appui nécessaire de la communauté internationale en matière d'installations et autres ressources. La délégation malaisienne se félicite de la création d'une troisième Chambre de première instance du Tribunal, conformément à la résolution 1166 (1998) du Conseil de sécurité. Elle félicite vivement les nouveaux membres du Tribunal élus récemment par l'Assemblée générale. Nous sommes convaincus qu'ils apporteront aux autres membres du Tribunal leurs connaissances, compétences et expérience, en exerçant pleinement leurs fonctions et responsabilités et ce, conformément au mandat du Tribunal. Nous nous félicitons également des récents jugements du Tribunal.

La Malaisie demeure convaincue que les travaux du Tribunal contribueront pour beaucoup au rétablissement de la paix et de la stabilité en ex-Yougoslavie. Le Tribunal continue de s'acquitter de la tâche colossale que lui a confiée la communauté internationale et qui consiste à traduire en justice les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis sur le territoire de l'ex-

Yougoslavie depuis 1991. En s'acquittant de ces importantes tâches, le Tribunal aidera grandement à servir la cause de la justice et à rétablir la paix et la stabilité dans les pays de l'ex-Yougoslavie, notamment en Bosnie-Herzégovine. La Malaisie est fermement convaincue que justice doit être rendue à l'égard des victimes de ces crimes atroces de génocide et de nettoyage ethnique pour encourager les efforts de réconciliation en Bosnie-Herzégovine et ailleurs en ex-Yougoslavie.

Ma délégation est heureuse de constater qu'au cours de la période considérée, des progrès substantiels ont été réalisés pour ce qui est du respect des obligations contractées en vertu du droit international et de l'exécution des ordonnances du Tribunal. Le fait que le nombre des accusés déferés à la garde du Tribunal ait triplé montre l'ampleur de ces progrès.

Cependant, ma délégation constate avec une profonde préoccupation que 31 inculpés sont toujours en liberté, en dépit du fait que certains d'entre eux aient été mis en accusation il y a presque quatre ans. Nous avons toujours insisté sur le fait qu'il fallait que les parties impliquées dans la mise en oeuvre de l'Accord de paix de Dayton coopèrent avec le Tribunal. Le refus constant par certaines parties, notamment la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), d'exécuter les ordonnances du Tribunal et de procéder à l'arrestation des criminels de guerre inculpés se trouvant sur leur territoire ne saurait être davantage toléré. Le refus constant par la République fédérale de Yougoslavie de prendre les mesures nécessaires pour déférer les criminels de guerre inculpés peut être lourd de conséquences. Une telle attitude flagrante et manifeste de non-respect et d'obstruction de la part de la République fédérale de Yougoslavie porte clairement atteinte au droit international et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Ma délégation appuie pleinement la position prise par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1207 (1998) du 17 novembre 1998. Elle condamne le refus par la République fédérale de Yougoslavie d'exécuter les mandats d'arrêt émis par le Tribunal contre les trois individus auxquels il est fait référence dans une lettre en date du 8 septembre 1998, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal.

Ma délégation exprime également sa profonde préoccupation du fait que deux des principaux inculpés, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, restent en liberté, bien qu'ils aient déjà été mis en accusation à deux reprises et qu'un mandat d'arrêt international leur ait été assigné. Nous

demandons à tous ceux qui sont concernés de n'épargner aucun effort pour qu'ils soient traduits en justice. Il est impératif que les dispositions de la résolution 827 (1993) du Conseil de sécurité et le Statut du Tribunal soient pleinement appliqués.

Ma délégation espère que la force multinationale en Bosnie-Herzégovine continuera de jouer son rôle crucial qui consiste à assister le Tribunal dans l'exécution de son mandat; elle constate avec satisfaction que des relations de travail fructueuses ont été établies à cet égard entre le Tribunal et la Force de stabilisation ainsi qu'avec le Groupe international de police des Nations Unies. Une telle coopération constructive devrait être renforcée. La Force de stabilisation, le Groupe international de police et le Tribunal pourraient unir leurs compétences respectives en vue de la réalisation de l'objectif commun qui est de rétablir la paix et la sécurité et de servir la cause de la justice dans la région.

Ma délégation pense que le Tribunal devrait également être en mesure d'enquêter sur des violations éventuelles du droit international humanitaire au Kosovo, et elle se félicite donc de la décision qu'a prise le Conseil de sécurité d'autoriser le Tribunal à mener des enquêtes sur des affaires qui relèvent de sa juridiction. À cet égard, la Malaisie lance un appel aux parties concernées pour qu'elles offrent leur pleine coopération au Tribunal.

La communauté internationale doit assurer que justice est rendue tout d'abord au bénéfice des individus et de leurs familles qui ont souffert des crimes odieux et barbares commis contre eux en Bosnie-Herzégovine et dans d'autres régions de l'ex-Yougoslavie, et ensuite, au bénéfice de la communauté internationale tout entière. Les crimes contre l'humanité ainsi que les actes de génocide et de nettoyage ethnique ne sauraient rester impunis. Le Tribunal mérite le ferme soutien de la communauté internationale. La Malaisie apportera le soutien et l'assistance nécessaires dans la mesure de ses moyens.

M. Shin Kak-soo (République de Corée) (*interprétation de l'anglais*) : Depuis la fin de la guerre froide, nous avons assisté à de fréquentes explosions de guerres internes. Les graves violations du droit international humanitaire mettent sérieusement en danger la sécurité de l'homme. Le Gouvernement de la République de Corée a la conviction profonde qu'un organe judiciaire chargé de rendre la justice pénale internationale est un moyen efficace de mettre un terme à ces crimes odieux et de les empêcher.

Lorsque le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a été créé en 1993, nombreux sont ceux qui étaient sceptiques à l'égard de la création de ce Tribunal, craignant qu'il ne constitue un obstacle potentiel aux négociations politiques visant à régler le conflit. Convaincus qu'il ne pourrait y avoir de paix durable en l'absence de justice, ceux qui étaient tout acquis à la création de ce Tribunal ont surmonté les erreurs et les pièges émanant de la nature complexe et difficile de cette entreprise et ont réussi à mettre le Tribunal en marche.

Cinq années plus tard, les idéaux des partisans du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie se sont révélés fondés. La présence du Tribunal n'a posé aucun obstacle à la conclusion et à la mise en oeuvre de l'Accord de paix de Dayton. Au contraire, le fait que le Tribunal ait poursuivi et jugé les auteurs de crimes ignobles tels que le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre a engendré un sentiment de justice propice à la réconciliation entre les parties plongées dans cette tragédie. L'activité du Tribunal a aussi permis de se débarrasser de la culture de l'impunité qui hante toujours cette région déchirée par la guerre et aura par conséquent un effet dissuasif sur la récurrence future de telles violations graves dans la région.

Dans ce contexte, la délégation de la République de Corée prend note avec satisfaction des progrès remarquables réalisés l'an dernier dans les travaux du Tribunal, comme indiqué dans le cinquième rapport annuel figurant dans le document A/53/219, et à cet égard, elle félicite la Présidente, la juge McDonald, et les autres membres et personnels du Tribunal pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés pour faire face à une charge accrue de travail.

La délégation de la République de Corée se félicite du fait que le nombre d'inculpés détenus ait triplé, signe d'une plus grande efficacité du Tribunal, bien que de nombreux inculpés importants soient encore en liberté. Grâce au nombre croissant de redditions volontaires, aux actes d'accusation secrets, à l'efficacité dont a fait preuve la Force de stabilisation dans la recherche des inculpés, et grâce à une meilleure coopération de la part des États et entités composant l'ex-Yougoslavie, cette augmentation spectaculaire a été possible. Il ne faut ménager aucun effort pour procéder à l'arrestation des autres inculpés importants qui sont toujours en liberté afin de prouver que la justice s'applique également aux principaux coupables. À cet égard, la délégation de la République de Corée prie instamment les États et les entités de l'ex-Yougoslavie, notamment la République fédérale de Yougoslavie, de pleinement coopérer avec le

Tribunal en vue d'exécuter sans plus attendre les mandats d'arrêt émanant du Tribunal.

Comme il est indiqué dans le rapport annuel, il est encourageant de constater que l'infrastructure administrative du Tribunal a été renforcée en vue de pouvoir assumer l'élargissement de ses activités. La création cette année d'une troisième Chambre devrait alléger la charge de travail du Tribunal, qui a déjà atteint sa pleine capacité pour sa deuxième période quadriennale. Les amendements apportés au Règlement de procédure et de preuve sont également opportuns pour répondre à la demande croissante de procès. En outre, il faut espérer que le Tribunal veillera à utiliser efficacement son énorme budget qui atteint maintenant presque 62 millions de dollars.

La délégation de la République de Corée se réjouit à la perspective que le Procureur pourra retrouver son niveau antérieur d'activité dans le domaine des enquêtes, après une baisse d'activité due au redéploiement des enquêteurs pour qu'ils participent à la préparation des procès. Étant donné la probabilité que des preuves soient perdues avec le temps, un niveau suffisant d'enquêtes doit être maintenu. La décision du Procureur d'enquêter sur les violences au Kosovo, notamment, revêt une importance capitale au vu des violations flagrantes du droit international humanitaire qu'on y signale. Comme le Conseil de sécurité l'a décidé dans sa résolution 1207 (1998), adoptée mardi dernier, le Tribunal est investi d'une compétence territoriale et temporelle concernant les crimes commis au Kosovo qui relèvent de son statut. La République de Corée est convaincue que si le Tribunal enquête activement, de nouveaux actes de violence pourront être empêchés au Kosovo.

Je voudrais maintenant passer au rôle important joué par le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie dans le processus de mise en place d'une cour pénale internationale permanente. Après quatre ans de difficiles négociations, la Conférence diplomatique de Rome a adopté le Statut de la Cour pénale internationale (CPI) en juillet dernier, avec l'appui de la majorité écrasante des pays participants. Ainsi, nous entrons maintenant dans la seconde phase de la mise en place de la Cour. L'an prochain, le Comité préparatoire entamera l'élaboration de propositions concernant les aspects pratiques de la mise en place de la Cour, notamment ses projets de règlement de procédure et de preuve.

Malgré quelques différences fondamentales liées aux fondements juridiques et au pouvoir des deux organes judiciaires, le travail du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie est utile pour guider le processus de préparation de la Cour pénale internationale. On en a déjà eu l'illustration avec

l'élaboration du texte définitif du projet de Statut par le Comité préparatoire lors de la Conférence diplomatique de Rome. La délégation de la République de Corée se réjouit par avance de la contribution que peut continuer d'apporter le Tribunal aux travaux du Comité préparatoire.

L'une des contributions les plus importantes que peut faire le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie aux travaux de la future Cour permanente est certainement le nombre des précédents accumulés. Avec le Tribunal criminel international pour le Rwanda, le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie sera une source abondante de jurisprudence pour la Cour pénale internationale, qui devrait commencer à fonctionner réellement dans quelques années seulement. La Cour pourra prendre la suite des travaux des deux Tribunaux spéciaux; les jugements qu'ils auront rendus aideront la Cour dans les aspects à la fois matériels et procéduraux de l'exercice de ses fonctions judiciaires.

Je citerai quelques exemples. Du point de vue du droit positif, le jugement de la Chambre d'appel dans l'affaire Erdemović sur le rôle de la contrainte dans la perpétration de crimes constituera un précédent utile pour la Cour lorsqu'il s'agira d'interpréter et d'appliquer la disposition pertinente de son Statut. Du point de vue du droit procédural, le jugement de la Chambre de première instance dans l'affaire Blaskić sur la recevabilité des témoignages par ouï-dire sera un autre bon exemple. Le Tribunal sera donc précieux à la Cour pour éviter les difficultés qui pourraient découler du manque de précédents.

Le Gouvernement de la République de Corée attache une grande importance au bon fonctionnement du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie, qui non seulement contribue à la primauté du droit dans les relations internationales mais aussi favorise l'établissement et la consolidation de la paix à long terme. L'objectif de l'établissement d'une justice pénale internationale, longuement poursuivi par la communauté internationale, est maintenant à portée de main. En outre, les normes du droit international humanitaire, qui restaient confinées au domaine de la recherche académique commencent à prendre un sens concret. Toutefois, l'avenir de cette tentative nouvelle est subordonné à la volonté de l'ensemble de la communauté internationale de faire respecter la primauté du droit. En l'absence d'une capacité d'exécution qui lui soit propre, le Tribunal a absolument besoin de la coopération et de l'aide des États pour pouvoir remplir son mandat. Réaffirmant tout notre appui au Tribunal, la République de Corée espère le voir progresser régulièrement dans ses travaux.

M. Akbar (Pakistan) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais tout d'abord exprimer la profonde reconnaissance de la délégation pakistanaise Mme McDonald pour son rôle éminent ainsi que pour sa présentation très claire et sa préparation du cinquième rapport annuel du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. La délégation pakistanaise voudrait aussi rendre hommage à son prédécesseur, le juge Antonio Cassese, pour le rôle pionnier qu'il a joué pendant les premières années de la mise en place du Tribunal.

Au cours de sa brève existence, le Tribunal est finalement devenu, sur le plan pénal et international, une institution judiciaire pleinement opérationnelle. Nous constatons avec plaisir la satisfaction croissante ressentie au sein du Tribunal à l'égard du renforcement des capacités de celui-ci de réaliser les objectifs fixés, qui sont si vitaux pour la communauté internationale. Le comité compétent de l'Assemblée générale devrait continuer d'accorder aux besoins du Tribunal l'attention qu'ils méritent. Au cours de la période à l'examen, l'Assemblée générale a pris des dispositions supplémentaires pour renforcer les structures du Tribunal en élisant trois juges supplémentaires au Tribunal pour une troisième Chambre. Le Tribunal a également pris des mesures pour toucher le grand public. La page d'accueil du Tribunal sur le World Wide Web diffuse des informations depuis plus d'un an, et nous apprécions que le Tribunal oeuvre constamment au renforcement de ce lien avec ceux qui, dans le monde, suivent de près ses travaux.

Nous souhaitons également ici faire part de notre tristesse à l'occasion du décès du juge Haopei Li, de la Chine.

Nous convenons avec le Tribunal que la communauté internationale ne peut se permettre de le laisser échouer. Comme il est indiqué dans le rapport du Tribunal,

«Pour les victimes, le pardon n'est possible que s'ils connaissent et, exceptionnellement, comprennent les raisons de leurs souffrances. Pour les bourreaux, il n'y a de pardon que s'ils acceptent leurs responsabilités.»
(A/53/219, par.285)

Bien que le Tribunal ait déjà beaucoup progressé et qu'il ait un nombre d'affaires en instance suffisant pour remplir une deuxième période quadriennale, sa tâche — faire assumer aux bourreaux leurs responsabilités — est difficile et les responsabilités qu'elle a continuent d'être sapées par les contraintes de son fonctionnement de tous les jours. La question de la coopération des États est essentielle au succès du Tribunal. Rassembler des preuves est un aspect tout

aussi essentiel du travail du Tribunal, dont il ne peut s'acquitter sans la coopération des États.

Selon le rapport du Tribunal, [31 accusés sont toujours en liberté]. Parmi eux se trouvent des responsables de crimes atroces de génocide et de nettoyage ethnique en Bosnie-Herzégovine, notamment Radovan Karadzic et Ratko Mladic. Il s'agit là d'un défi lancé à la conscience de l'humanité. Dans une lettre datée du 8 septembre, la Présidente du Tribunal a également rapporté le refus persistant du Gouvernement de l'ex-Yougoslavie de coopérer avec le Tribunal, en refusant d'arrêter et de déférer trois personnes mises en accusation. Ces individus ont été inculpés le 7 novembre 1995 pour le meurtre de 260 hommes non armés à la suite de la chute de Vukovar en novembre 1991. Depuis lors, ils sont restés en liberté et résident, semble-t-il, en Serbie. La République fédérale est le seul pays signataire de l'accord de Dayton qui n'ait ni adopté de législation pour faciliter la coopération ni pris de mesures pour remettre au Tribunal des accusés se trouvant sur son territoire.

La Présidente a rapporté aux États Membres que la République fédérale était devenue un refuge pour ceux qui tentaient de se soustraire à la justice internationale. Le fait que la République fédérale de Yougoslavie se refuse toujours à fournir au Tribunal ce qui avait été convenu et dont elle est redevable constitue un affront fait à la communauté internationale. Le Conseil de sécurité a condamné le refus à ce jour de la part de l'ex-Yougoslavie d'exécuter les mandats d'arrêt émis par le Tribunal à l'encontre des trois individus auxquels il est fait référence dans la lettre du 8 septembre 1998. Il a par ailleurs demandé l'exécution immédiate et sans conditions de ces mandats d'arrêt, y compris la remise de ces individus au Tribunal. Nous espérons que la résolution du Conseil sera rapidement mise en oeuvre et que le Conseil sera à même de faire respecter sa décision.

En dépit de toutes ces difficultés, le Tribunal s'est efforcé d'améliorer son programme de protection des témoins. Il faut relever en particulier que dans l'affaire Celebeci, certains témoins ont bénéficié de ce programme et ont pu ainsi coopérer avec le Tribunal.

Il est également encourageant de constater que la mise en oeuvre par le Procureur d'une stratégie de chefs d'accusation groupés a remporté un certain succès. La participation accrue de la [Force de stabilisation (SFOR)] dans le cadre de la détention et l'appréhension de prévenus et l'assistance qu'elle a apportée pour la reddition volontaire de personnes mises en accusation constituent un autre aspect positif. Le paragraphe 123 du rapport précise que le Tribu-

nal considère cela comme un [«tournant crucial qui traduit la volonté renouvelée de la communauté internationale d'aider le Tribunal».]

Nous sommes également satisfaits de la coopération apportée par la SFOR aux travaux du Tribunal par l'application de normes internationales de conduite professionnelle pour les représentants du monde des médias. Il est à espérer que le Tribunal continuera de bénéficier de l'assistance dont il a besoin.

Le Tribunal a également réaffirmé de manière persistante que sa [compétence territoriale et temporelle s'appliquait à toutes violations graves du droit humanitaire commises au Kosovo.] Le Conseil de sécurité a, par ailleurs, renforcé le rôle du Tribunal à cet égard avec l'adoption, en 1998, des résolutions 1160 (1998), 1199 (1998) et 1203 (1998). Nous partageons le sentiment de déception du Tribunal face aux obstacles qui l'ont freiné dans ses efforts de mise en oeuvre du mandat que lui a confié le Conseil de sécurité. Le génocide systématique pratiqué par les forces d'occupation serbes du Kosovo à l'encontre des Albanais de souche constitue une violation flagrante des droits de l'homme et des résolutions du Conseil de sécurité. La répression brutale de la population civile par les forces d'occupation serbes représente, par ailleurs, une menace grave pour la paix et la sécurité dans la région. Une action efficace doit être entreprise pour en finir avec ces mesures de répression pratiquées à l'encontre des Albanais de souche.

Le Pakistan souscrit à l'évaluation faite par le Tribunal selon laquelle [les événements du Kosovo montrent les dangers de l'inertie], ainsi qu'à l'avis exprimé par le Tribunal au paragraphe 293 de son rapport que [«la seule manière de réagir efficacement à des événements de ce genre est de réagir fermement et à temps».]

Le Conseil a pris une mesure pour répondre à ce besoin par le biais de sa résolution 1207 (1998). En vertu du Chapitre VII de la Charte, il a demandé [à nouveau aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie de coopérer pleinement avec le Procureur aux fins des enquêtes sur toutes les violations éventuelles qui relèveraient de la compétence du Tribunal.] Les lettres adressées précédemment par le Tribunal au Conseil de sécurité montraient que cette mesure serait insuffisante. Dans sa lettre datée du 6 novembre, par exemple, la Présidente du Tribunal rapporte que la République fédérale de Yougoslavie refuse toujours de coopérer avec le Tribunal international et d'octroyer des visas aux enquêteurs du Bureau du Procureur. Il reste à voir si la résolution 1207 (1998) sera suffisante, à elle seule,

pour modifier ce comportement. Nous demandons au Conseil de faire respecter pleinement les résolutions qu'il a adoptées afin de permettre au Tribunal d'entreprendre les enquêtes nécessaires au Kosovo et à Metohija.

Le Pakistan a fourni un soutien moral et financier au Tribunal. Il a déjà contribué au fonds volontaire à hauteur d'un million de dollars et s'est associé à l'appel lancé à la communauté internationale pour augmenter les ressources financières du Tribunal. Il est particulièrement satisfait de l'assistance renforcée qui a été accordée au Tribunal, en particulier dans le cadre du programme d'exhumation.

Au paragraphe 299 du rapport du Tribunal, on peut lire :

«quand il [le Tribunal] entend le témoignage des victimes, il fait en sorte que l'histoire ne soit plus sourde, comme elle l'a été si souvent au XXe siècle».

Nous réaffirmons notre plein appui au Tribunal dans l'exécution de sa mission importante consistant à traduire en justice les auteurs de ces crimes odieux.

M. Nejad Hosseinian (République islamique d'Iran) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais tout d'abord exprimer la reconnaissance de la délégation iranienne à Mme McDonald, Présidente du [Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.] pour sa présentation du cinquième rapport annuel du Tribunal, figurant au document A/53/219.

Il y a cinq ans, l'ONU prenait la décision historique de créer un tribunal international spécial afin de traduire en justice les auteurs des crimes les plus odieux — notamment le génocide, le nettoyage ethnique, les viols collectifs de femmes, la torture et le déplacement forcé de populations civiles — qui ont tous été perpétrés à l'encontre des Bosniaques musulmans. Cette mesure importante a reçu le plein appui des membres de la communauté internationale qui entend ainsi adresser un message clair aux victimes de ces actes criminels — dont les proportions et les ramifications vont au-delà du rationnel — que l'humanité ne les abandonnera pas et que les criminels n'échapperont pas aux arrestations et aux poursuites. L'ensemble de la communauté internationale est convaincu qu'il ne saurait y avoir de paix réelle dans les Balkans sans justice.

Les 87 pages du rapport dont l'Assemblée est saisie illustrent les différents événements et faits nouveaux qui ont marqué les activités du Tribunal au cours de ces douze derniers mois. Il est tout à fait clair que le Tribunal s'est développé et qu'il est devenu un Tribunal pénal international confirmé doté de l'infrastructure et des mécanismes judiciaires et administratifs et des rouages nécessaires aux poursuites qu'exige son fonctionnement harmonieux et l'exécution de l'important mandat qui lui a été confié. Par ailleurs, le rapport décrit les importants progrès réalisés dans le domaine des ressources et des installations mises à la disposition du Tribunal ou en ce qui concerne les dispositifs de coopération avec des États et des organismes internationaux.

Au cours de l'année écoulée, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, ont tenu dûment compte des faiblesses du Tribunal comme l'avait demandé son ancien Président et comme le souhaitaient les États Membres de l'Organisation. Le Conseil de sécurité a décidé d'accroître le nombre de Chambres de première instance pour le faire passer de deux à trois et l'Assemblée a élu trois juges à la nouvelle Chambre du Tribunal. Nous félicitons les juges nouvellement élus et leur souhaitons plein succès dans l'exercice de leur mandat.

L'accroissement des ressources budgétaires du Tribunal a permis au Bureau du Procureur de mener à bien ses activités d'enquête comme cela était prévu dans son programme de travail pour 1997 et 1998. De plus, le Procureur a étendu ses enquêtes au Kosovo afin de rassembler des informations concernant les actes de violence au Kosovo qui pourraient être de la compétence du Tribunal, comme le demandait la résolution 1160 (1998) du Conseil de sécurité. À cet égard, je voudrais souligner que les autorités de la République fédérale de Yougoslavie et les dirigeants de la communauté albanaise ainsi que de toutes les autres communautés devraient coopérer pleinement avec le Procureur du Tribunal pour enquêter sur toutes les violations possibles relevant de la compétence du Tribunal, comme l'exige la résolution 1207 (1998) que le Conseil de sécurité a adoptée il y a deux jours.

Il ressort du rapport que pendant la période considérée les Chambres de première instance et la Chambre d'appel ont été extrêmement occupées par les affaires dont elles étaient saisies. Pendant cette période, 19 personnes accusées de crimes relevant de la compétence du Tribunal ont été arrêtées, ce qui a fait passer à 27 le nombre d'accusés en détention préventive.

Le rapport indique également le soutien et la coopération accrus que les États et les organisations internationales ont prêtés au Tribunal pour lui permettre de mieux fonctionner au cours de l'année précédente. Un nombre croissant de personnes accusées originaire de la Croatie et de la Republika Srpska ont été remises au Tribunal. C'est là le signe le plus évident d'un renforcement de la coopération des États et entités de l'ex-Yougoslavie. En particulier, le changement de politique de la Republika Srpska vis-à-vis du Tribunal par rapport aux années précédentes est un signe encourageant qui reflète une nouvelle tendance et une nouvelle volonté de collaboration avec le Tribunal pour le bien de tous les peuples de l'ex-Yougoslavie et dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Nous espérons que cette nouvelle orientation débouchera sur une coopération totale avec le Tribunal.

En dépit de résultats majeurs, le Tribunal continue d'être confronté à certains problèmes dans l'exercice du mandat qui lui a été confié. Selon le rapport dont l'Assemblée est saisie, 31 des personnes que le Tribunal a inculpées n'ont pas encore été arrêtées du fait du non-respect de leurs obligations de la part de certains États et entités. De plus, le Tribunal n'est pas en mesure de réunir et d'examiner les preuves qui sont essentielles à la poursuite de ses activités du fait de la non coopération de ces mêmes États et entités. À cet égard, il faut se féliciter de l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1207 (1998) en vertu du Chapitre VII de la Charte, résolution qui demande l'arrêt immédiat et inconditionnel ainsi que la remise au Tribunal des trois inculpés du 7 novembre 1995. Les autorités concernées doivent se plier aux exigences du Conseil.

Dans ce contexte, le gouvernement continue à appuyer l'activité du Tribunal et est disposé à coopérer pleinement avec lui en accord avec ses obligations internationales.

Pour terminer, je voudrais faire valoir que le succès auquel le Tribunal est parvenu dans la réalisation de ses objectifs constitue un grand progrès pour l'État de droit. Ce progrès empêchera également que ne se reproduise le crime le plus odieux et barbare qui soit, le crime perpétré par l'homme à l'encontre de l'homme. Il s'agit là en fait d'une victoire pour tout ce qui est décent en l'homme. À cette fin, il est indispensable que toutes les nations prennent toutes les mesures nécessaires pour permettre au Tribunal de s'acquitter de sa mission. Il est également essentiel que l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'instance fondatrice du Tribunal, et le Conseil de sécurité en particulier, continuent à appuyer le Tribunal au plan politique, financier et logistique et à faire en sorte que la demande de justice internationale l'emporte sur les intérêts de quelques États. Faisons

en sorte que nos actions aussi bien que nos paroles permettent que ceux qui ont été inculpés des crimes les plus odieux ne puissent jouir d'impunité.

M. Sacirbey (Bosnie-Herzégovine) (*interprétation de l'anglais*): Permettez-moi tout d'abord de remercier tous ceux qui ont participé au débat d'aujourd'hui. Je crois que la cause de la paix et l'oeuvre du Tribunal ont été encouragés par leur participation d'aujourd'hui.

Je voudrais également remercier la juge McDonald pour son rapport approfondi et utile. D'après son évaluation de la situation nous pouvons constater que certains progrès ont été faits au niveau de la coopération et du soutien dont jouit le Tribunal. Nous félicitons les fonctionnaires du Tribunal pour leurs efforts et les succès qu'ils ont obtenus dans des circonstances parfois très éprouvantes. Malheureusement le non-respect des ordres du Tribunal n'a rien de nouveau et a toujours les mêmes origines.

En fin de compte, les principaux coupables de génocide et de crimes de guerre restent en liberté et continuent à entraver l'oeuvre menée en faveur de la paix et de la réconciliation.

Nous, États et parties dans la région, et en particulier la Bosnie-Herzégovine, avons été sermonnés à maintes reprises et l'on nous a dit que le succès de la paix nous incombait. C'est ce que nous pensons en toute sincérité. Cependant, comment devons-nous comprendre de telles leçons lorsqu'aucune distinction n'est faite entre ceux qui, dans la région, donnent la preuve de leur engagement en faveur de la paix en déployant des efforts inlassables et les États et parties qui sapent ces efforts? Comment devons-nous comprendre le fait que ceux qui ne respectent pas les efforts du Tribunal continuent d'être apaisés plutôt que sanctionnés? et comment les adversaires de la paix le comprennent-ils?

Depuis plus de trois ans maintenant, les Présidents du Tribunal — auparavant le juge Cassese et maintenant la juge McDonald — viennent à l'Assemblée et nomment de nouveau les mêmes États et parties qui refusent de respecter les obligations imposées par le Tribunal. Et là encore, jamais ces États et entités que Mme McDonald a qualifiés de malhonnêtes n'ont eu à payer cher leur refus obstiné. Il est évident qu'il y a quelque chose d'anormal. Il est évident que cette instance, ou peut-être plus exactement, le Conseil de sécurité et certains de ses membres les plus puissants, n'ont pas la volonté de s'acquitter de leurs responsabilités à l'égard du Tribunal, de l'Assemblée, des victimes et des peuples de la Bosnie-Herzégovine et de la région. Je ne

crois pas qu'il faille en arriver à être aussi hypocrite — et aussi oublieux de la vérité — pour demander à qui en incombe la faute : à nous ou à nos étoiles? Nous connaissons ceux qui créent les problèmes ici et là-bas.

L'excuse selon laquelle le Tribunal entraverait le processus de paix est inacceptable. Si nous examinons la situation qui règne en Bosnie-Herzégovine, l'arrestation récente de criminels de guerre inculpés et leur remise aux mains de la justice ont permis de faire avancer la paix en Bosnie-Herzégovine alors qu'en revanche, le non-respect des accords n'a fait qu'aggraver la situation au Kosovo en raison du refus de certains États de coopérer avec le Tribunal.

La Bosnie-Herzégovine ne présente qu'une seule requête : que l'Assemblée veuille bien répondre aux appels lancés par la juge McDonald et le Tribunal, appels à une plus grande assistance en termes de ressources et d'exécution des ordres et mandats d'arrêt du Tribunal, notamment grâce au Conseil de sécurité et aux forces sur le terrain qui sont mandatées pour s'acquitter de ces mesures.

Le Président par intérim : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur ce point.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite achever l'examen du point 48 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 37 de l'ordre du jour (suite)

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social

Projet de résolution (A/53/L.34)

Le Président par intérim : Les membres se rappelleront que l'Assemblée générale a achevé le débat sur ce point de l'ordre du jour à sa 32e séance plénière, le 7 octobre 1998.

Je donne maintenant la parole au représentant du Chili qui va présenter le projet de résolution A/53/L.34.

M. Larraín (Chili) (*interprétation de l'espagnol*) : J'ai le plaisir de présenter au nom de ses 134 auteurs, le projet de résolution A/53/L.34, intitulé «Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social», au titre du point 37 de l'ordre du jour. Les pays suivants sont venus s'ajouter à la liste des auteurs présentée dans le document A/53/L.34 :

Australie, Bahamas, États fédérés de Micronésie, Inde, Malte, Nouvelle-Zélande, Thaïlande et Tunisie.

Dans le projet de résolution sont réaffirmés une fois de plus les engagements pris lors du Sommet mondial pour le développement social en vue d'accorder la priorité absolue aux politiques tendant à promouvoir le progrès social et la justice sociale, et à améliorer la condition humaine, avec la pleine participation de tous.

L'Assemblée générale y exprime sa profonde préoccupation face à la gravité de la crise économique actuelle dans de nombreuses régions du monde et souligne, dans ce contexte, qu'il faut ranimer le développement économique et social suivant un cadre qui place l'être humain au centre de nos préoccupations.

Le projet de résolution souligne l'importance fondamentale de l'action nationale et de la coopération internationale en faveur du développement social, en appelant tous les gouvernements et les organismes de l'ONU à oeuvrer pour l'égalité des sexes lors de la planification et la mise en oeuvre des politiques et des stratégies de développement social.

L'Assemblée y réaffirme que la mobilisation de ressources internes et internationales pour le développement est un élément essentiel de la suite concrète et effective donnée au Sommet mondial et souligne à cet égard l'importance de l'aide publique au développement et de nouvelles initiatives susceptibles de contribuer à régler durablement les problèmes d'endettement des pays en développement.

Le projet rappelle que la société civile et d'autres acteurs doivent participer à la mise en oeuvre et au suivi de la Déclaration et du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social. Le rôle des organismes de l'ONU dans l'application des engagements de Copenhague y est également mis en relief, notamment les travaux de la Commission du développement social, du Conseil économique et social, des commissions régionales, des fonds et programmes, et des institutions spécialisées.

Un chapitre spécial est consacré à la session extraordinaire de l'Assemblée générale en l'an 2000 et à sa préparation, notamment aux travaux futurs du Comité préparatoire. Le projet de résolution rappelle que les objectifs de la session extraordinaire seront de réaffirmer la Déclaration et le Programme d'action adoptés lors du Sommet et non de les renégocier, de faire le point des progrès accomplis et des obstacles rencontrés dans le cadre de la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action, et de recomman-

der des interventions et des initiatives concrètes en vue de contribuer à leur mise en oeuvre intégrale et efficace.

Dans le projet de résolution, l'Assemblée invite les organes, fonds et programmes compétents ainsi que les institutions spécialisées du système des Nations Unies, y compris les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce, à contribuer aux préparatifs de la session extraordinaire de l'an 2000 en présentant notamment des propositions en vue de nouvelles interventions et initiatives permettant la mise en oeuvre intégrale et efficace des engagements pris lors du Sommet social. Elle y invite aussi à participer activement aux préparatifs et à la session extraordinaire l'Organisation mondiale du Travail qui, en raison de son mandat, de sa structure tripartite et de ses compétences techniques, a un rôle particulier à jouer dans le domaine de l'emploi et du développement social. De même, dans le projet de résolution, l'Assemblée invite en outre les gouvernements à contribuer au Fonds d'affectation spéciale pour le suivi du Sommet mondial pour le développement social.

Aux termes du projet de résolution, l'Assemblée générale remercie très chaleureusement le Gouvernement de la Suisse, lui sait gré de son offre d'accueillir la session extraordinaire à l'Office des Nations Unies à Genève et décide que la session extraordinaire se tiendra à Genève du 26 au 30 juin 2000.

Avant de terminer, je tiens à souligner l'excellent travail de la Conseillère de la Mission permanente du Brésil, Mme Marcela Nicodemos, qui a dirigé avec efficacité et célérité les consultations officieuses qui ont mené à l'élaboration de ce projet de résolution. Je veux également remercier toutes les délégations et le Secrétariat pour leur engagement et leur dévouement en faveur de ce projet de résolution. Je souhaite adresser des remerciements très chaleureux aux représentantes des deux principaux groupes de négociation, Mme Esti Andayani, de l'Indonésie, qui préside le Groupe des 77 et la Chine, et Mme Susanne Keppler-Schlesinger, de l'Autriche, qui préside l'Union européenne.

Je réaffirme la volonté du Gouvernement et de la Mission permanente du Chili de poursuivre le travail de suivi et de mise en oeuvre des engagements pris lors du Sommet mondial, plus particulièrement dans le contexte des travaux préparatoires pour la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui aura lieu à Genève en juin 2000.

Ma délégation espère que, comme les années précédentes, l'Assemblée générale adoptera ce projet de résolution par consensus.

Le Président par intérim : Nous venons d'entendre le dernier orateur inscrit au débat sur ce point de l'ordre du jour.

Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de résolution A/53/L.34.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter par consensus le projet de résolution A/53/L.34?

Le projet de résolution est adopté (résolution 53/28).

Le Président par intérim : Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite ainsi achever son examen du point 37 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 44 de l'ordre du jour (suite)

La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement

Rapports du Secrétaire général (A/53/288, A/53/315, A/53/421 et Corr.1)

Projets de résolution (A/53/L.20, A/53/L.22/Rev.2)

M. Anopuechi (Nigéria) (*interprétation de l'anglais*) : Puisque c'est la première fois que je prends la parole à cette tribune, je voudrais m'associer aux orateurs précédents pour féliciter le Président de l'excellente façon dont il dirige les travaux de l'Assemblée générale. Je n'ai aucun doute que sous sa direction éminente, nos débats seront remarquablement fructueux.

Depuis plus de cinq ans, mon pays a adopté avec succès des mesures en vue de favoriser la réconciliation et la compréhension à l'intérieur de ses frontières et a joué un rôle central dans l'application de mesures de paix, de réconciliation et de stabilisation dans certaines parties de notre sous-région de l'Afrique de l'Ouest. La République fédérale du Nigéria est donc bien placée pour reconnaître les motifs nobles à l'origine de l'inscription à l'ordre du jour de la question intitulée «La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et

durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement».

Les accords nationaux et régionaux qui ont été conclus en Amérique centrale ne vaudront pas le papier sur lequel ils ont été rédigés si les pays et les peuples concernés n'ont pas la volonté nécessaire de respecter les engagements qu'ils ont pris au titre de ces accords. Les peuples d'El Salvador, du Guatemala et du Nicaragua doivent faire la preuve de leur volonté de réconciliation, de reconstruction et de relèvement, en ce qui concerne non seulement leur infrastructure mais aussi leur détermination d'aller de l'avant pour s'insérer dans un nouveau millénaire de paix, qui est devenu un phénomène mondial. S'ils réussissent, non seulement emporteront-ils l'admiration de leurs nombreux amis — dont celle de mon pays, la République fédérale du Nigéria — mais ils élargiront également sans aucun doute le cercle de leurs amis. Nous espérons ardemment que la région s'éloignera des conflits et des guerres et abordera un avenir propice au bien-être de leurs peuples en tirant parti des bienfaits de la science, de la technologie, de l'éducation et des progrès réalisés en matière de santé et de normes démocratiques. La délégation nigériane estime que les pays d'Amérique centrale n'ont d'autre choix que d'atteindre leur objectif de paix nationale et régionale et de stabilité économique, politique et sociale. Nous leur souhaitons de connaître le succès dans cette démarche — une initiative de l'ONU encouragée par un cercle d'amis de plus en plus grand.

L'Afrique sait ce que coûtent les guerres et les conflits violents, et, à un certain moment de notre histoire, nous, au Nigéria, avons connu les affres de la guerre et les difficultés liées au rétablissement et au maintien de la paix. Dans ce dernier cas, nous connaissions et craignons les conséquences d'un échec et ne souhaitons pas y être confrontés. Notre détermination nous a permis de réussir, avec l'encouragement de nos amis. Ma délégation incite ses amis centra-méricains à suivre ses traces, car les bénéfices pourraient être considérables. Les conséquences d'un échec, par suite d'un manque de volonté de respecter les engagements pris, seraient trop douloureuses et il ne faudrait jamais s'y résigner.

Enfin, ma délégation est tellement enthousiasmée par les motivations et les sentiments généreux et puissants ayant inspiré les auteurs du projet de résolution relatif au point 44 de l'ordre du jour, intitulé «La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement» (A/53/L.22/Rev.2), qu'elle tient à s'associer à ce projet de

résolution et exhorte l'Assemblée générale à l'adopter sans vote.

Mme Heaphy (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Mon gouvernement est heureux de se joindre aux auteurs des deux projets de résolution sur l'Amérique centrale dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui. Ces projets reconnaissent les progrès considérables qui ont été faits dans la région centraméricaine en faveur de la paix, de la démocratie et de la reconstruction, après de longues années de troubles et de souffrances. Avec l'appui d'amis et des Nations Unies, le peuple centraméricain a placé les pays d'Amérique centrale sur la voie irréversible de la croissance économique, de la justice sociale et de la coopération régionale. Les États-Unis sont déterminés à rester un partenaire dans ce processus.

L'ouragan Mitch a constitué une nouvelle menace mortelle pour les objectifs que l'Amérique centrale a courageusement poursuivis. Les États-Unis expriment leur profond chagrin et leur profonde consternation face à la perte de vies humaines et aux destructions massives de biens et d'infrastructures provoquées par l'ouragan Mitch. Cette catastrophe est survenue à un très mauvais moment.

Nous réaffirmons notre soutien indéfectible aux victimes de l'ouragan et louons le courage dont ont fait preuve les gouvernements et la société civile des pays touchés, ainsi que les efforts louables déployés par les membres de la communauté internationale qui ont contribué à la tâche de relèvement.

Pour leur part, les États-Unis ont rapidement réagi en apportant des secours d'urgence et en exprimant la solidarité de la nation avec les victimes de ce terrible ouragan. L'ancien Président Bush s'est rendu à Tegucigalpa quelques jours seulement après que la pluie ait cessé; l'épouse du Vice-Président Gore, Tipper, a conduit une délégation présidentielle au Honduras et au Nicaragua la semaine dernière, et l'épouse du Président, Hillary Rodham Clinton, se trouve dans la région cette semaine.

En rapport avec la visite de la Première Dame, les États-Unis sont heureux d'annoncer qu'à ce jour, environ 250 millions de dollars sous forme de biens et services de secours d'urgence ont été consacrés aux efforts de relèvement après la catastrophe. Au-delà des premiers déploiements effectués immédiatement après l'ouragan, les États-Unis ont porté à 55 le nombre de leurs hélicoptères et ils mettent en place des unités de génie et de construction de routes, des ponts, des détachements médicaux et 11 systèmes de purification des eaux.

La Première Dame a également annoncé une augmentation substantielle de l'aide alimentaire, un projet conjoint de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et de la Banque interaméricaine de développement, pour redresser les microentreprises, et un allègement de la dette bilatérale du Nicaragua et du Honduras à concurrence de 50 millions de dollars jusqu'à l'an 2000. Les États-Unis joueront un rôle de chef de file en organisant une réunion de donateurs internationaux à Washington le mois prochain pour discuter de l'assistance financière à long terme.

En plus de l'aide publique, les citoyens américains privés se sont également portés au secours de leurs voisins sinistrés. Plus de 5 millions de dollars sous la forme de fourniture de secours ont été donnés, et un certain nombre d'anciens volontaires du *Peace Corps* se sont déclarés prêts à retourner en Amérique centrale pour mettre leurs compétences au service de l'effort de reconstruction.

Malgré les terribles dégâts provoqués par l'ouragan Mitch, nous n'avons pas de doute que les nations de l'Amérique centrale maintiendront fermement le cap sur la voie de la paix, de la liberté, de la démocratie et du développement. Des progrès considérables sont accomplis dans la région pour améliorer le respect quotidien des droits de l'homme internationalement reconnus, bien que beaucoup reste encore à faire. Les États-Unis appuient les efforts déployés par des entités telles que la Commission de clarification historique au Guatemala chargée de cicatriser les blessures qu'ont laissées des années de conflit. En outre, nous sommes déterminés à aider les pays de la région à améliorer leur système de police et leur système judiciaire afin de faire face à la menace croissante des crimes violents tout en garantissant des procès en bonne et due forme pour les accusés.

Nous reconnaissons les contributions précieuses de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) au processus de paix guatémaltèque et nous soutenons la poursuite des activités de la Mission. De même, nous saluons également l'appui au processus de paix exprimé à la récente réunion du Groupe consultatif tenue à Bruxelles et attendons avec intérêt d'autres faits positifs à la réunion du groupe consultatif régional, prévue en décembre.

Alors que l'Amérique centrale se reconstruit après l'ouragan Mitch, les nations de la région peuvent se sentir confortées après le large appui international représenté par ces deux projets de résolution. Qu'il s'agisse de reconstruire

des routes ou des institutions démocratiques, nous sommes avec eux — côte à côte — dans les tâches qui les attendent.

M. Felicio (Brésil) (*interprétation de l'espagnol*) : En examinant les rapports du Secrétaire général sur la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) et sur la situation en Amérique centrale, nous aurions dû, normalement, aujourd'hui, avoir l'occasion de féliciter les pays d'Amérique centrale et l'Organisation des Nations Unies pour les progrès accomplis dans le processus de consolidation de la paix, de la liberté et de la démocratie, depuis la signature de l'accord d'Esquipulas II en 1987. Notre intervention aurait salué très chaleureusement les efforts déployés par l'Amérique centrale pour promouvoir la défense des droits de l'homme et pour réaliser l'intégration économique et le développement durable de toute la région.

Mais, aujourd'hui, il convient d'ajouter des expressions de condoléances pour la perte de milliers de vies humaines et la destruction de l'infrastructure des pays frappés par l'ouragan Mitch. Cette tragédie, qui a secoué toute la communauté internationale, risque de compromettre l'application des réformes en cours dans la région. C'est dans cet esprit que nous examinons maintenant les deux projets de résolution relatifs au point 44 de l'ordre du jour.

Dans le premier projet, qui fait l'objet du document A/53/L.20 et qui a été présenté par le représentant du Mexique, l'Assemblée décide d'autoriser la prolongation du mandat de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala jusqu'au 31 décembre 1999 pour lui permettre de poursuivre sa tâche de vérification de l'application des Accords généraux de paix signés par le Gouvernement guatémaltèque et l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque en décembre 1996. Cela correspond à la demande des parties que le mandat de la Mission ait la même durée que l'échéancier de mise en oeuvre, d'exécution et de vérification de l'application des Accords de paix, à savoir quatre ans, de 1997 à 2000.

Cette prolongation est justifiée par les progrès obtenus par les parties au cours de la troisième phase d'application des engagements pris dans les Accords de paix. Le récent rapport du Secrétaire général sur la MINUGUA indique que depuis l'adoption de la résolution 52/175, des progrès ont été accomplis vers le pluralisme politique et culturel, avec une augmentation notable de la participation des populations autochtones dans la vie nationale. Le même rapport indique que les institutions de l'État et la société en général accordent une attention particulière au développement social et à la nécessité pour l'État de réorienter ses initiatives vers les

zones rurales du pays et les secteurs les plus vulnérables de la société.

De tels progrès font de la MINUGUA un modèle exemplaire de consolidation de la paix, une paix qui ne peut être simplement définie comme l'absence de conflits, mais surtout comme une tâche quotidienne de construction politique, sociale et économique des nations dans lesquelles un processus de paix est en cours. Cette tâche suppose une vigilance permanente à l'égard d'éventuelles menaces de reculs et à l'impunité des responsables de violations de droits de l'homme.

L'ampleur et la diversité des défis posés par les Accords de paix exigent une participation active des diverses composantes du système des Nations Unies chargées du développement économique et social. Il nous semble évident que l'Assemblée générale est l'organe le mieux à même d'exercer les fonctions d'autorisation et de supervision d'une opération de ce type. L'on éviterait ainsi d'inscrire à l'ordre du jour chargé du Conseil de sécurité des questions qui, aux termes de la Charte, ne devraient pas relever de sa compétence. Le Brésil a partagé avec le Costa Rica la représentation de l'Amérique latine au Conseil de sécurité, et durant cette période, plus d'un cas a été examiné qui aurait pu sans délai être transféré à l'Assemblée générale.

En résumé, le Brésil est solidaire de l'initiative du projet de résolution A/53/L.20, élaboré par le Groupe des amis du processus de paix guatémaltèque, compte tenu de l'importance que le Gouvernement brésilien accorde au processus de paix dans cette nation soeur, notamment dans la phase actuelle préparatoire aux élections présidentielles de novembre 1999.

Dans le deuxième projet de résolution figurant au document A/53/L.22/Rev. 2, présenté par le Représentant permanent du Guatemala et coparrainé par le Brésil, l'Assemblée demande à la communauté internationale de coopérer en apportant d'urgence une aide extraordinaire au relèvement et à la reconstruction des pays touchés par l'ouragan Mitch.

En cette période cruciale, la paix en Amérique centrale est étroitement liée à la reconstruction socioéconomique des pays touchés. Le Brésil, quant à lui, essaie de traduire son appui en aide tangible. À cet égard, le Président Fernando Henrique Cardoso a décidé de soumettre au Congrès national une proposition d'annulation de la dette du Nicaragua et d'El Salvador à l'égard du Brésil. En ce qui concerne le Nicaragua, la dette atteint 117 millions de dollars en prêts auprès de la Banque nationale de développement du Nicara-

gua. La dette d'El Salvador est d'environ 200 000 dollars, avec notamment un prêt auprès de la Banque de développement et d'investissement d'El Salvador.

Outre cette proposition soumise au Parlement brésilien en vue d'annuler la dette du Nicaragua et d'El Salvador, le Gouvernement brésilien s'apprête à envoyer des médicaments aux pays touchés et pourrait également fournir des vaccins. Une mission d'information d'ingénieurs et de médecins militaires brésiliens va se rendre dans la zone sinistrée. Cette mission doit préparer l'envoi d'un bataillon du génie et d'un hôpital de campagne.

Les Brésiliens, qui ont participé aux missions de maintien de la paix en El Salvador et au Guatemala et aux activités de déminage dans la région, suivent de près les événements en Amérique centrale. Les défis qui se posent aujourd'hui aux nations de l'isthme ne sont pas fondamentalement différents de ceux qu'affronte l'Amérique centrale : l'instauration d'une société plus juste et plus unie, le respect des droits de l'homme, la mise en place d'institutions démocratiques, l'intégration productive au sein de l'économie mondiale et l'intégration régionale et sous-régionale. Nous exprimons notre solidarité avec nos frères en Amérique centrale et partageons leurs défis. Nous oeuvrons à l'instauration d'une Amérique latine intégrée, juste, prospère et pacifique qui jouera un rôle constructif croissant dans le règlement des grands problèmes internationaux.

M. Takasu (Japon) (*interprétation de l'anglais*) : Au nom de ma délégation, je souhaite exprimer ma reconnaissance au Secrétaire général pour ses rapports sur le point de l'ordre du jour relatif à la situation en Amérique centrale.

La délégation japonaise se félicite des progrès considérables réalisés sur la voie de la paix, de la démocratisation et de la transformation sociale dans cette région. Tous les conflits internes ont été réglés et la paix prévaut dans toute la région. Le Japon appuie fermement les efforts des pays de cette région pour consolider les progrès réalisés et salue la détermination de leurs dirigeants politiques en vue d'une coopération et d'une intégration accrues.

Le processus de paix n'est pas encore achevé et de nouveaux efforts s'avèrent nécessaires pour consolider la démocratisation et le développement. Les pays d'Amérique centrale ont encore de grands défis à relever : réduction de la pauvreté, instauration de la justice sociale, respect des droits de l'homme. Les destructions causées par l'ouragan Mitch ont anéanti ce que les gouvernements et les peuples de la région, notamment du Honduras et du Nicaragua, avaient accompli ces dernières années en matière de recons-

truction et de développement. Les problèmes critiques qui se posent à cette région ont donc été aggravés par cette catastrophe naturelle.

Je saisis cette occasion pour exprimer mes sincères condoléances aux gouvernements et aux peuples des pays d'Amérique centrale qui ont subi de terribles pertes humaines et matérielles. Le Japon participe activement aux efforts internationaux de secours et a déjà fourni une aide de cette nature à ces pays. Sollicité, le Japon a également envoyé une équipe de secours de 205 personnes au Honduras et une autre de 16 personnes au Nicaragua. En outre, il envisage de participer à la prochaine réunion d'urgence du Groupe consultatif régional des pays d'Amérique centrale, organisée par la Banque interaméricaine de développement, début décembre, à Washington, D. C. En tant que l'un des principaux donateurs, le Japon continuera de jouer un rôle majeur dans la mise en oeuvre de mesures d'aide à la reconstruction et au relèvement des pays d'Amérique centrale.

Nous espérons sincèrement que les peuples et gouvernements des pays touchés uniront leurs efforts afin de surmonter rapidement les conséquences de ces dégâts.

Avec l'instauration de la paix, les États d'Amérique centrale ont pu réaliser des progrès substantiels en matière de démocratisation, de promotion de leur économie de marché et d'amélioration du niveau de vie de leur population. Le Japon salue et soutient les efforts des pays de cette région pour réaliser une paix et une démocratie durables. Des réunions annuelles du Forum Japon-Amérique centrale constituent une base utile pour une telle coopération et les consultations sur une série de questions d'intérêt commun concernant la démocratisation et le développement économique. Nos préoccupations à l'égard de cette région découlent de ses difficultés socioéconomiques liées au niveau de vie de la population et des autres problèmes de nature à entraver les efforts de démocratisation.

Au Guatemala, l'intégration pacifique des ex-combattants de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) a été réalisée de façon réussie, sous la supervision de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala, qui continue de contrôler la mise en oeuvre des accords de paix. Mais certains progrès sont encore nécessaires dans les domaines des droits de l'homme, de la sécurité publique et des systèmes judiciaires.

El Salvador poursuit son propre processus de démocratisation après le retrait de la dernière unité des Nations Unies, en juin dernier. Nous sommes toutefois préoccupés par le retard dans la mise en oeuvre du programme d'éta-

blissements humains pour les anciens combattants en raison de difficultés dans les opérations foncières.

Le Japon espère que les gouvernements n'épargneront aucun effort pour accélérer les grandes transformations politiques et sociales.

Le système des Nations Unies joue un rôle vital dans les grandes transformations réalisées dans les États d'Amérique centrale. L'ONU elle-même et ses organisations apparentées continuent d'appuyer les efforts de ces pays dans le domaine de la consolidation de la paix, de la démocratisation et du développement.

Le Japon appuie l'engagement actif de l'ONU en Amérique centrale, avec notamment la présence continue de la MINUGUA au Guatemala et la participation des Nations Unies au processus de consolidation de la paix en El Salvador.

Ma délégation attache une grande importance aux deux projets de résolution présentés aujourd'hui et appuie pleinement leur adoption par consensus.

M. Pérez-Otermin (Uruguay) (*interprétation de l'espagnol*) : Quinze ans se sont écoulés depuis que cette question a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée générale. Durant toute cette période, nous avons observé de profonds changements dans la région. La situation dynamique et changeante dans les domaines politique, social et économique illustre l'évolution positive de l'Amérique centrale, débarrassée de conflits armés; elle renforce les institutions démocratiques et la paix, protège les droits de l'homme et encourage l'intégration régionale.

Nous nous réjouissons tout particulièrement de la noble attitude et du haut niveau de coopération et d'intégration dont font preuve nos frères d'Amérique centrale, et qui sont reflétés dans la Déclaration de Nicaragua de septembre 1997, ainsi que dans les Accords d'Esquipulas qui consolident et renforcent le processus de pacification de la région.

La transformation positive et dynamique de l'Amérique centrale a été rendue possible essentiellement grâce aux efforts déployés par les peuples et les gouvernements centraméricains, bien qu'il faille ici reconnaître et apprécier à sa juste valeur le rôle important joué par les opérations de maintien de la paix et les missions de vérification et d'observation que les Nations Unies déploient dans la région depuis 1989.

L'Uruguay, en tant qu'État participant aux missions d'opérations de maintien de la paix, appuie sans réserve les activités de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA), dont la fonction principale est de garantir l'application intégrale des Accords de paix sur une période de quatre ans, soit jusqu'à la fin de l'an 2000. La présence de cette mission constitue un excellent exemple de ce que peuvent faire les Nations Unies à l'heure actuelle.

La paix et la stabilité peuvent enfin régner dans toute l'Amérique centrale. La communauté internationale doit toutefois continuer de coopérer afin d'assurer la consolidation du processus de paix, et ce d'autant plus à l'heure actuelle, après la catastrophe provoquée par le cyclone Mitch.

Il a été dit à maintes reprises qu'il ne peut y avoir de paix sans développement, raison pour laquelle la coopération est plus nécessaire que jamais dans les circonstances actuelles. L'Uruguay a déjà apporté sa contribution en envoyant deux avions de la force aérienne, des vivres, des médicaments, des vêtements chauds, des couvertures et même une usine de traitement des eaux qui peut fournir de l'eau potable, en cas de rationnement, à plus de 60 000 personnes, ainsi qu'une équipe de techniciens experts en la matière et les équipements et matériels nécessaires à l'installation de cette usine.

Ainsi, l'Uruguay se sent solidaire et collabore avec nos frères de l'Amérique centrale pour relever leurs défis afin qu'ensemble, nous oeuvrions pour une Amérique latine pacifique, démocratique, intégrée et prospère. On pourra à tout moment compter sur l'appui et le soutien du Gouvernement et du peuple uruguayens.

M. Kafando (Burkina Faso) : L'examen de ce point de l'ordre du jour vient fort opportunément, au moment où l'Amérique centrale traverse une période tragique à la suite des catastrophes causées par le passage du cyclone Mitch. Nous voudrions donc profiter de cette tribune, et à la faveur du rapport exhaustif du Secrétaire général, qui nous est soumis ce matin, pour redire à nos frères et aux populations de cette région si durement éprouvée, combien l'Afrique est proche d'eux en ces moments difficiles et combien elle compatit à leurs épreuves.

Terre de calamités naturelles, avec la sécheresse et les inondations qu'elle endure de façon cyclique, l'Afrique mesure le drame effroyable et les inquiétudes de tous ordres que vivent les habitants de l'Amérique centrale qui, en l'espace de quelques heures, ont connu le deuil et la désolation. Dans un élan unanime, la communauté internationale

se doit de porter secours au Nicaragua, au Honduras, au Guatemala et en El Salvador, puisque ce sont ces quatre pays principalement qui sont gravement touchés. Il y a lieu de féliciter très sincèrement les gouvernements et les organismes qui ont déjà généreusement répondu à leur détresse.

Le bilan fait par le Secrétaire général de la situation en Amérique centrale est certes encourageant, à savoir que les résultats acquis par rapport aux enjeux sont probants mais il montre aussi que cette situation reste précaire par rapport aux dangers. C'est dire que, plus que par le passé, ces pays ont besoin de paix et d'une véritable mobilisation nationale pour se reconstruire. Il faut reconnaître, en parcourant le rapport du Secrétaire général, que l'Organisation des Nations Unies a beaucoup fait pour ces pays dans le domaine de la sécurité et du règlement des conflits, que ce soit à travers les activités de ses missions de vérification pour le maintien de la paix ou de ses missions d'observation pour aider au processus de démocratisation. Les acquis paraissent réconfortants puisque ces mesures ont contribué à éloigner le spectre de la guerre civile, principalement au Guatemala, depuis l'installation de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) et la démilitarisation de l'opposition armée. Par ailleurs, la culture démocratique s'enracine de plus en plus à travers la valorisation des droits de l'homme et l'observance du pluralisme politique tel que cela ressort de la deuxième Déclaration de Panama, du 12 juillet 1997.

S'agissant du développement économique, il faut également féliciter l'action de l'ONU dont le système opérationnel a intensifié son assistance aux États de l'Amérique centrale, en étroite collaboration avec les bailleurs de fonds potentiels que sont principalement l'Union européenne et les organismes comme les institutions de Bretton Woods, la Banque interaméricaine de développement, le Club de Paris, les groupes des pays amis, etc.

Par ailleurs, il est heureux de constater que les États de l'Amérique centrale eux-mêmes s'efforcent d'organiser et de rationaliser leur espace et leurs structures économiques, ainsi, par l'accord de libre échange conclu avec le Mexique et dont il faut espérer qu'il s'étendra aux autres États de l'Amérique latine et même des Caraïbes, ainsi, également, par le Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale qui peut servir de régulateur aux échanges intra-américains et avec l'extérieur.

Cependant, comme pour notre continent, l'Afrique, nous persistons à croire que le véritable salut ne viendra que des États de l'Amérique centrale eux-mêmes, vu que l'aide extérieure ainsi dispensée n'a que valeur

d'expédient. C'est à eux, avant tout, de concevoir et de mettre en oeuvre leur propre stratégie de développement à partir des valeurs qui leur sont propres et en prenant en compte la singularité et la complexité des problèmes de cette région : entre autres, nous pensons par exemple aux réformes agraires dont chacun reconnaît l'extrême importance en Amérique latine; nous pensons également à la nécessité de réformes politiques profondes, à la réconciliation nationale qui suppose que toutes les aspirations légitimes soient prises en compte, faute de quoi le développement qui ne peut se fertiliser que sur le terreau de la paix est d'avance compromis.

Pour terminer je voudrais redire toute la disponibilité de l'Afrique à l'égard de nos frères de l'Amérique latine et plus particulièrement de l'Amérique centrale. Même si nos difficultés économiques ne nous permettent pas, dans les nécessités présentes, de voler à leur secours, nous partageons avec eux les mêmes conditions du sous-développement, le même idéal qui est que tout développement doit avoir pour finalité l'homme et la même certitude d'avoir foi en l'avenir.

Nous devons, pour cela, oeuvrer à renforcer notre solidarité et notre coopération, la coopération Sud-Sud, dont les atouts, jusque là insoupçonnés, sont cependant immenses. Dans cette perspective, une plus grande concertation entre l'Organisation des États africains et l'Organisation de l'unité africaine pourrait jeter les bases d'un réel rapprochement entre l'Afrique et l'Amérique latine.

M. De Rojas (Venezuela) (*interprétation de l'espagnol*) : Au moment où nos frères d'Amérique centrale pleurent les victimes et la désolation que le cyclone Mitch a laissées sur son passage, le Venezuela exprime de nouveau ses condoléances et sa solidarité aux peuples et aux gouvernements du Honduras, d'El Salvador, du Nicaragua et du Guatemala, devant cette tragédie si regrettable.

À cet égard, le Venezuela a apporté sa contribution à la louable croisade internationale organisée dans le but de fournir une aide humanitaire à ceux qui en ont le plus besoin actuellement. Le Venezuela forme des vœux pour que la situation difficile que traversent ces pays soit surmontée rapidement et qu'ils puissent ainsi reprendre le chemin du développement social et économique et du renforcement politique.

Nous accueillons avec satisfaction les observations que fait le Secrétaire général dans son rapport sur la situation en Amérique centrale, qui figure dans le document A/53/315 — et notamment l'affirmation que

«pour la première fois depuis des décennies, aucun des pays de la région n'est en proie à un conflit interne.»
(A/53/315, par. 43)

L'ère des affrontements armés est enfin derrière nous et nous vivons aujourd'hui une période d'entente entre les divers secteurs de la société civile, fondée sur la tolérance et le principe du pluralisme.

Néanmoins, et comme l'indique le Secrétaire général, nous rappelons encore une fois combien il importe de poursuivre inlassablement les efforts déployés pour consolider les objectifs de paix, de démocratie, de liberté et de développement. À cet égard, nous prenons note avec satisfaction de la tenue de la troisième Conférence de Tuxtla, en juillet dernier à San Salvador, au cours de laquelle les chefs d'État du Belize, du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua et du Panama ont convenu d'unir leurs efforts dans les domaines politique et économique, et ont décidé d'oeuvrer en partenariat dans les domaines du commerce, des services et de l'investissement.

Nous nous félicitons également du renforcement du dialogue entre la région d'Amérique centrale, l'Union européenne et le Groupe des Trois, comme l'a montré la quatorzième Conférence ministérielle du Processus de San José, tenue en février dernier au Costa Rica. Le Venezuela continuera de soutenir les efforts de développement économique et social de la région par le biais des programmes de coopération existants.

Le Venezuela a suivi de près le processus de consolidation de la paix au Guatemala, en tant que membre du Groupe des Amis du Secrétaire général et par le biais de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA). Les rapports du Secrétaire général sur les activités de la MINUGUA font état des progrès enregistrés en ce qui concerne la mise en oeuvre des Accords de paix, et bien qu'il existe encore certains points sur lesquels on n'a pas progressé autant que prévu, nous sommes persuadés que la volonté politique d'atteindre les objectifs dans les délais prévus est bien là. Cette confiance s'est trouvée encore renforcée par la récente adoption par le Parlement du Guatemala d'un train de mesures de réforme constitutionnelle.

Avec le Groupe des Amis, le Venezuela s'est joint aux auteurs du projet de résolution A/53/L.20 relatif à la prolongation du mandat de la MINUGUA. Ainsi, nous réaffirmons notre appui au travail de la Mission au Guatemala et notre détermination renouvelée à appuyer tous les secteurs de la

société guatémaltèque dans leurs efforts pour consolider le processus de paix, seule base possible à la réconciliation et à la reconstruction nationale dans une atmosphère d'entente et de liberté.

M. Duval (Canada) : Je suis heureux de prendre la parole au nom du Canada aujourd'hui, au sujet de la situation en Amérique centrale et sur la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala. Nous sommes fiers de coparrainer à nouveau ces deux résolutions.

Le processus de consolidation de la paix, de la liberté, de la démocratie et du développement a progressé en Amérique centrale cette année. Le Canada se félicite de ces progrès et, notamment, des résultats obtenus dans la mise en oeuvre des accords de paix du Guatemala, signés sous les auspices des Nations Unies.

Malheureusement, l'année qui vient de s'écouler n'a pas seulement connu des progrès; elle a très récemment été ternie par une tragédie. Le passage de l'ouragan Mitch a eu des effets dévastateurs sur la région de l'Amérique centrale, et met en péril la capacité des populations qui y vivent de profiter des progrès accomplis en matière de paix, de liberté, de démocratie et de développement.

Conformément à l'esprit du projet de résolution A/53/L.22/Rev.2, le Canada est conscient du besoin de secours urgents pour les pays d'Amérique centrale, afin de les aider à atténuer les conséquences de ce cataclysme. Dans l'immédiat, le Canada fait tout son possible pour apporter un soutien aux personnes touchées par ce malheur. À ce jour, le gouvernement a offert plus de 9 millions de dollars canadiens d'aide d'urgence dans la région, visant l'aide alimentaire, les efforts humanitaires locaux, les secours d'urgence par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales, des éléments de base pour pallier aux besoins fondamentaux, et un effort dans le tracé cartographique des zones inondées.

Les fonctionnaires canadiens collaborent avec leurs homologues d'Amérique centrale et, par l'intermédiaire de notre agence de coopération et de développement international, avec des organisations non gouvernementales, pour établir un calendrier d'approvisionnement de relève continu. De plus, les Forces armées canadiennes ont mis sur pied une opération de secours humanitaire à La Ceiba, au nord du Honduras, sous l'appellation de Force opérationnelle interarmées en Amérique centrale (FOI AMC). L'Équipe d'intervention canadienne en cas de catastrophe, que nous appelons DART, est un organisme d'intervention rapide de 180 personnes comprenant un quartier général, un peloton

de soins médicaux, une équipe de génie militaire, une unité de soutien logistique, et une unité de sécurité. Le DART concentre essentiellement ses efforts sur l'alimentation en eau potable, sur la réparation de l'infrastructure et sur l'aide médicale d'urgence.

(L'orateur poursuit en anglais)

Bien sûr, l'argent ne compense pas les pertes de vies et les communautés anéanties, mais l'allègement de la dette est une étape importante pour répondre aux besoins de ceux qui ont été touchés par ce désastre. Le Canada a donc suspendu les remboursements du capital et des intérêts sur les 25 millions de dollars canadiens de la dette officielle du Honduras. Le Gouvernement canadien travaillera avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Banque interaméricaine de développement et le Club de Paris des créanciers officiels pour déterminer quelles autres mesures d'allègement pourraient être utiles aux pays affectés par l'ouragan. Nous consulterons régulièrement le G7 et nos autres partenaires pour suivre la situation.

Le Canada ne limitera pas son appui au court terme. Il s'est engagé à donner 100 millions de dollars canadiens au cours des quatre prochaines années pour le rétablissement de l'Amérique centrale. Ces fonds viseront essentiellement la restauration de la production agricole, la reconstruction des installations de santé de base, des infrastructures sanitaires et d'approvisionnement en eau et des habitations. Une partie de cette somme ira à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) reverra aussi sa programmation dans la région, afin de faire face à la situation actuelle. Pendant son séjour en Amérique centrale, la semaine dernière, la Ministre canadienne de la coopération internationale, Mme Diane Marleau, a rencontré des fonctionnaires du Nicaragua et du Honduras pour discuter de leurs besoins en matière de reconstruction.

Ces besoins vont au-delà de l'évidence. L'ouragan Mitch a eu d'horribles effets non prévus. Les pluies diluviennes et les énormes glissements de terrain ont balayé des milliers de mines antipersonnel dans les rivières et les fossés. Hier, le Ministre canadien des affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, a annoncé une contribution de 4,7 millions de dollars canadiens pour l'action antimines en Amérique centrale. Ces fonds seront dépensés au soutien d'une mission d'évaluation de l'Organisation des États américains, d'opérations de déminage au nord du Nicaragua et de plusieurs programmes de réhabilitation quinquennaux au Nicaragua, en El Salvador et au Honduras. De plus, une

partie de ces fonds serviront au financement d'un programme conjoint canado-israélien d'aide aux victimes de mines antipersonnel au Guatemala.

En appuyant ce projet de résolution, le Canada invite instamment tous les États Membres, le système des Nations Unies, les autres institutions internationales et les acteurs principaux de la société civile internationale à offrir généreusement l'aide dont les pays frappés par l'ouragan ont un besoin urgent. Une réponse généreuse à cet appel permettra d'assurer le progrès que représente l'instauration de la paix, de la liberté, de la démocratie et du développement en Amérique centrale.

M. Bocalandro (Argentine) (*interprétation de l'espagnol*) : C'est un honneur pour la délégation argentine d'intervenir dans le débat sur la situation en Amérique centrale. Elle a étudié avec attention les rapports présentés par le Secrétaire général et partage sa vision positive sur l'avenir de cette région, où des progrès importants ont été enregistrés dans le domaine des réformes institutionnelles et politiques.

Nous avons souligné à plusieurs reprises dans le passé qu'en raison de la guerre froide, l'Amérique centrale a été victime pendant de nombreuses années de conflits et de violences ayant engendré des situations de grande inégalité sociale, d'instabilité économique et de fragilité institutionnelle. Mais la fin de la guerre froide a ouvert la voie à la démocratie qui a été à l'origine d'un mouvement accéléré vers la coexistence, le développement et l'intégration au niveau international. La signature de l'Accord Esquipulas II, le 7 août 1987, a amorcé cette tendance positive et a jeté les bases du processus de démocratisation et de normalisation politique de la région. La consolidation de ce processus exige une convergence de la volonté du peuple et de celle des dirigeants, mais elle demande également un effort de coopération constant au niveau international qui favoriserait les perspectives de croissance.

Malheureusement, depuis quelques jours, nous sommes extrêmement préoccupés par la situation tragique dans laquelle est plongée l'Amérique centrale après la récente catastrophe climatique qui l'a frappée. C'est une situation sans précédent. La situation dans les pays de la région est critique. L'ampleur de la catastrophe est telle que dans certains cas, il faudra longtemps pour rattraper le retard causé par le cyclone. C'est la raison pour laquelle il est extrêmement urgent que tous les pays donateurs redoublent d'efforts pour répondre aux besoins de la région. Il est indispensable de porter secours aux sociétés touchées, non seulement pour répondre à un impératif humanitaire mais

aussi parce que nous courons sans cela le risque de freiner les efforts de reconstruction entrepris par ces sociétés déjà tant éprouvées par de longues années de conflit.

Le soutien apporté traditionnellement par la République argentine au processus démocratique en Amérique centrale est d'autant plus nécessaire aujourd'hui au vu des circonstances qui prévalent. L'Argentine a envoyé de nombreux Casques blancs et a effectué des envois sanitaires et autres, et elle fera tout son possible pour contribuer au redressement de la région.

De par sa culture, son histoire, son potentiel économique et sa situation géographique stratégique, l'Amérique centrale constitue un centre d'intérêt permanent de la politique extérieure de l'Argentine. Nos traditions communes et nos convergences de vues tant ici que dans d'autres instances font que l'Argentine appuie et encourage les initiatives centraméricaines. Cette sous-région a, par exemple, joué un rôle pionnier dans le domaine des droits de l'homme. L'Amérique centrale s'est également distinguée dans les questions relatives à l'adoption de mesures pratiques en vue de faire avancer la cause du développement.

Nous pouvons dire aujourd'hui que sa participation à la vie internationale est allée croissant et que cela a profité à toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ainsi que le Secrétaire général l'indique dans le rapport dont nous sommes saisis aujourd'hui, nous pensons que la région de l'Amérique centrale deviendra un modèle de paix, de démocratie et de développement global. Tout comme par le passé, l'Argentine se tiendra fraternellement aux côtés de ces pays qui le méritent.

M. Rabena (Espagne) (*interprétation de l'espagnol*) : Le représentant de l'Autriche est déjà intervenu au nom de l'Union européenne au cours de ce débat et la délégation espagnole souscrit pleinement à sa déclaration. Je souhaiterais cependant faire quelques observations supplémentaires puisque l'Espagne est membre du Groupe des pays amis du processus de paix au Guatemala.

Ma délégation accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général, daté du 28 septembre, qui fait état des progrès réalisés dans l'application des accords de paix de décembre 1996. Comme l'a déjà dit le représentant de l'Autriche, le Gouvernement espagnol se félicite à cet égard des accords récents concernant les réformes constitutionnelles — qui, il faut l'espérer, seront approuvés par les Guatémaltèques lors du prochain référendum prévu — et la réforme fiscale. L'Espagne a bon espoir que le peuple guatémaltèque et ses institutions politiques et sociales

resteront attachés au processus de mise en oeuvre des accords de paix comme cela a été le cas jusqu'à présent.

En 1998, la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) a continué de démontrer son efficacité et son caractère incontournable dans l'application et la vérification des accords de paix. C'est la raison pour laquelle l'Espagne, qui veille également à ce que les accords de paix soient correctement appliqués, espère que le projet de résolution A/53/L.20 — dont il est un des coauteurs avec le reste du Groupe des amis et les autres États membres de l'Union européenne — sera adopté à l'unanimité. Ce projet de résolution prévoit la prolongation du mandat de la MINUGUA jusqu'au 31 décembre 1999.

Qu'il me soit permis maintenant d'évoquer le drame qui frappe la population d'Amérique centrale pour faire part encore une fois de la solidarité de l'Espagne et de son gouvernement avec les populations touchées et de sa volonté de participer à l'effort de reconstruction, de développement et de consolidation de la démocratie dans la région.

Les ravages causés par le cyclone Mitch auront de graves répercussions sociales et économiques sur le long terme, et la communauté internationale doit aujourd'hui faire absolument preuve de solidarité. Le défi posé par la reconstruction, le développement et la consolidation de la démocratie en Amérique centrale est plus que jamais un défi que nous devons relever tous ensemble, d'une façon générale et cohérente.

M. Valdivieso (Colombie) (*interprétation de l'espagnol*) : La Colombie tient tout d'abord à exprimer sa solidarité et son appui à ses frères de l'Amérique centrale frappés par l'une des catastrophes naturelles les plus dévastatrices qu'ait subi la région. Les ravages causés par le cyclone Mitch n'ont pas encore été évalués de façon définitive et il faudra consentir des efforts considérables pour assurer la reconstruction des pays touchés. L'indispensable reconstruction sera difficile, elle prendra du temps et exigera impérieusement la solidarité internationale.

Comme l'a dit notre collègue mexicain, au cours de la 61e séance de l'Assemblée, quand il a présenté le projet de résolution, «le processus de paix au Guatemala fonctionne, et fonctionne bien». Des étapes difficiles ont été surmontées, qui garantissent les progrès sur la voie d'une paix durable.

La Colombie a participé aux processus de paix en Amérique centrale, depuis les efforts initiaux du Groupe de Contadora, puis dans le cadre du processus de paix en El

Salvador et plus récemment en tant que membre du Groupe des amis du processus de paix guatémaltèque. Elle l'a fait avec conviction aussi bien qu'avec espoir, car elle sait très bien les souffrances que peut causer un conflit interne.

La Colombie reconnaît, comme le reste de la communauté internationale, les efforts du Gouvernement et du peuple guatémaltèques. L'application des Accords de paix, qui supposent de grandes réformes, est en cours d'exécution grâce à la décision que les accords signés il y a deux ans ont consolidée.

Les récentes réformes constitutionnelles que le Congrès a approuvées il y a quelques semaines témoignent du caractère multiculturel de la nation guatémaltèque. Le soutien que ces réformes recevront lors du référendum qui doit bientôt être organisé constituera un vote de confiance supplémentaire pour le processus.

La Colombie appuie avec détermination les efforts des Nations Unies pour consolider la paix en Amérique centrale ainsi que l'oeuvre de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) dont la présence et la participation nous semblent d'une extrême importance. Nous remercions également les différents organismes qui nous ont apporté une aide précieuse et tout à fait opportune.

Néanmoins, il convient encore plus d'accroître cette aide après l'événement tragique que constitue le cyclone. Le processus de paix au Guatemala entre à présent dans sa troisième phase et il est absolument nécessaire de continuer à assurer la pleine application des accords. De grands investissements ont été faits et toute la société a réagi. Il nous faut donc continuer sur cette voie.

La Colombie s'est jointe aux auteurs du projet de résolution qui envisage de prolonger le mandat de la MINUGUA du 1er janvier au 31 décembre 1999.

Le Président par intérim : Nous venons d'entendre le dernier orateur dans le débat sur ce point de l'ordre du jour.

Avant de lever la séance, j'informe l'Assemblée que le vote sur les projets de résolution A/53/L.20 et A/53/L.22 Rev.2 aura lieu ultérieurement afin d'avoir le temps d'examiner les incidences de ces deux projets sur le budget-programme.

La séance est levée à 13 h 35.